



HAL
open science

Cité, Ethnicité : les configurations de l'ethnicité noire en ville, chap. 4 in "Villes et sociétés en mutation, Lectures croisées sur la Colombie", coll. Villes, ed. Anthropos, Paris, pp 183-220.

Odile Hoffmann, Olivier Barbary, Elisabeth Cunin

► **To cite this version:**

Odile Hoffmann, Olivier Barbary, Elisabeth Cunin. Cité, Ethnicité : les configurations de l'ethnicité noire en ville, chap. 4 in "Villes et sociétés en mutation, Lectures croisées sur la Colombie", coll. Villes, ed. Anthropos, Paris, pp 183-220.. Villes et sociétés en mutation, Lectures croisées sur la Colombie, 2004. hal-02479946

HAL Id: hal-02479946

<https://hal.science/hal-02479946>

Submitted on 19 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

4

CITE, ETHNICITE :
LES CONFIGURATIONS DE
L'ETHNICITE NOIRE EN VILLE

Odile HOFFMANN (coord.)
Olivier BARBARY, Elisabeth CUNIN

Dans sa Constitution de 1991, la Colombie se reconnaît comme multiculturelle et pluriethnique. L'introduction générale a montré que ces modifications constitutionnelles s'adressent principalement aux populations noires rurales (droits fonciers collectifs) alors même que les revendications identitaires concernent l'ensemble des afrocolombien(ne)s, dont la majorité réside désormais en ville. Dès lors, dans ce nouveau contexte de multiculturalité affirmée, il devient urgent de repenser l'ethnicité noire en ville¹. Nous cherchons dans ce chapitre à voir comment les "identités urbaines" se combinent ou s'opposent à d'autres modalités d'affirmation identitaire, notamment socio-raciale et ethnique. En quoi les identités et les appartenances sociales produisent-elles de la ville ? En quoi sont-elles produites par la ville ? Exprimé ainsi, ce questionnement se trouve au carrefour de deux préoccupations plus générales : la construction de la ville par ses acteurs-habitants, et la place de l'ethnicité dans cette construction.

Depuis les années 1980, les recompositions urbaines s'accroissent, liées à de multiples facteurs : croissance démographique, augmentation des migrations et autres formes de mobilité, nouvelles segmentations socio-spatiales du milieu urbain, etc. (chapitres 1, 2, 3). Dans le même temps, avec la décentralisation et la démocratisation qui marquent les politiques publiques urbaines, on assiste à une revalorisation des acteurs locaux, de leurs fonctions et de leurs pouvoirs (chapitre 6). Dans les régions à forte population noire (Pacifique et Caraïbe) comme ailleurs, de nombreux acteurs locaux, en l'occurrence noirs ou

¹ Comme il a été dit dans l'introduction, l'ethnicité indienne en ville n'est pas encore, en Colombie, un sujet de discussion ou de préoccupations ni pour les organisations indiennes, ni pour les pouvoirs publics ou les institutions en général.

métis, émergent ainsi, sans que la dimension ethnique ou raciale soit forcément mise en avant. Les innovations constitutionnelles et législatives des années 1990 ouvrent la voie à des réinterprétations de l'identification locale dans le sens d'une ressource nouvelle : le registre ethnique. Elles sont de puissants leviers pour consolider l'émergence d'une « conscience noire » jusqu'alors inconnue comme telle en Colombie¹. La réflexion sur les relations inter-ethniques en ville, dans des contextes contemporains, démarre avec l'Ecole de Chicago il y a près d'un siècle. Ses promoteurs trouvent en effet dans le Chicago du tournant du XIX-XX^e siècle un cadre particulièrement favorable à des analyses de ce type, liées à la fois à la croissance urbaine que connaît la ville à l'époque, à l'arrivée massive de population étrangère, et à l'émergence des travaux universitaires autour des enquêtes sociales (Chapoulie, 2001). On retiendra de ces analyses leur insistance sur deux thèmes : celui du « ghetto noir » tout d'abord, dont les fondements de l'étude ont été posés par L. Wirth, et qui deviendra par la suite un concept aussi heuristique que polémique dans le champ des études urbaines; la distinction entre identifications ethnique et raciale d'autre part, la première étant réservée aux migrants d'origine européenne (Italiens, Polonais, etc.), la seconde aux populations noires et asiatiques, dont l'intégration ne se résume pas à une question culturelle mais renvoie aussi à une différence de traits physiques socialement interprétés (Park, 1950). Ces propositions, qui peuvent aujourd'hui paraître anachroniques, voire provocatrices, reviennent pourtant hanter les débats sur les rapports entre l'identification ethnique et raciale et les transformations de la ville, dans ses formes et ses pratiques. Il existe en effet, historiquement constituées et donc variables selon les contextes nationaux, régionaux et locaux, des relations étroites entre les appartenances identitaires (modes différenciés d'identification sociale ou ethnique) et les différenciations intra et inter-urbaines, dont témoignent notamment certaines structures spatiales urbaines : ghettos, quartiers stigmatisés ou réservés, ségrégation spatiale associée à des appartenances socio-raciales (chapitre 3). En témoignent également les pratiques culturelles et d'usage de l'espace urbain spécifiques à certains groupes ou individus qualifiés par leurs appartenances ethniques ou raciales : carnaval, *cabildo*, mais aussi les mobilités résidentielles ou quotidiennes différentielles (chapitre 2), les modes d'habiter les logements, etc.

¹ Avec des exceptions qui confirment la règle, comme certains groupes ou associations actives dès les années 1940, mais surtout depuis les années 1970.

Après avoir longtemps privilégié l'entrée par les structures urbaines, les études sur la ville tendent maintenant à valoriser les pratiques – spatiales, culturelles, économiques... - des habitants en tant que producteurs de la ville. Si les premières approches (la ville comme structure) occultaient le rôle de l'habitant, sujet et acteur de son espace, les secondes (la ville comme mode et produit de sociabilité) minimisent le poids de processus structurels qui limitent et conditionnent les options des sujets. Identités citadines et structures urbaines "fonctionnent" en fait en constante interaction. L'identité ethno-raciale, par sa dimension à la fois collective et "publique" (au sens où elle se donne à voir et à interpréter) et profondément individuelle, est, avec d'autres¹, au cœur de ces interactions. Elle produit des différenciations qui peuvent se cristalliser dans l'espace urbain (recherche d'un 'entre soi' dérivant éventuellement en ghettos), et en est à la fois, du moins en partie, le résultat ou la réaction (assignations imposées, stigmatisations ou inversion des stigmates). Les travaux récents de géographie urbaine aux USA (parfois qualifiés, en référence à la précédente, d'Ecole de Los Angeles, cf. Monnet, 2001) soulignent la capacité des individus et des collectifs à « réinventer la ville » (Agiar, 1999) à partir de pratiques culturelles construites sur des référents identitaires (hispaniques essentiellement, avec le mouvement des chicanos dans les années 1940, des latinos aujourd'hui). Récupération d'espaces publics, détournement d'usages ou de sens de symboles urbains, sont autant d'expressions identitaires qui s'ancrent dans la ville et lui donnent un nouveau visage. En retour, la sociabilité urbaine, qui met en contact les groupes et les personnes, offre de nouvelles possibilités aux acteurs ethniques, individuellement ou collectivement, pour reconstruire leurs identités face aux autres (Lestage, 2001). Elle participe ainsi à la recomposition identitaire qui affecte l'ensemble de la société contemporaine.

Concernant les populations noires, ce débat déborde vite les sphères urbaines et s'articule avec les débats sur la discrimination, la lutte contre le racisme et les moyens déployés par les acteurs eux-mêmes pour exiger l'accès à la citoyenneté. L'analyse de l'ethnicité en ville, en pointant les mécanismes d'inclusion ou d'exclusion à différents niveaux, met en évidence la diversité des pratiques sociales et spatiales des habitants et leur capacité d'innovation et d'action. On verra ainsi que les marqueurs identitaires territoriaux ne sont pas les mêmes selon les contextes urbains, tout comme sont différentes les relations –de tension,

¹ Les différenciations socio-économiques et les appartenances de classe peuvent faire l'objet d'analyses similaires et s'articulent de fait avec les catégorisations ethniques ou raciales, par exemple dans les processus de ségrégation urbaine (chapitre 3).

d'ignorance ou de convivialité- entre les groupes sociaux, raciaux ou ethniques.

Face à cette variabilité, nous avons pris le parti de confronter trois approches résolument diverses, dans trois « terrains » urbains de taille et d'histoire contrastées. Le défi théorique et méthodologique n'est pas gagné d'avance ; il a au moins le mérite de mettre en évidence certaines convergences, mais aussi des différences, voire des contradictions. Celles-ci nous permettent, dans la dernière section, d'avancer une nouvelle lecture des relations ville-ethnicité, dans laquelle les questions d'échelle et de contexte acquièrent une pertinence toute particulière.

La première approche (section 1) assume la nécessité d'une connaissance statistique des processus identitaires, ce qui implique l'élaboration et la mise en œuvre dans différents types d'enquêtes de catégories descriptives 'ethniques' ou 'raciales' (observation sur le phénotype, combinant l'auto-déclaration et la caractérisation externe des enquêtés par les enquêteurs), capables d'informer sur les comportements individuels et collectifs¹. Autour des données collectées à Cali, la réflexion s'oriente alors vers l'analyse et l'interprétation sociologique des déterminants des inscriptions identitaires déclarées, pour mettre en évidence les modes principaux de construction de la communauté afrocolombienne.

On pourrait presque dire : "au contraire", une seconde approche (section 2) se refuse à toute catégorisation initiale et collective et cherche à comprendre, à travers des situations concrètes d'interaction entre des personnes qui considèrent leurs apparences raciales comme différentes (la qualification physique de l'autre renvoyant à autant de préjugés sociaux), comment les appartenances socio-raciales se négocient en fonction des contextes des interactions². L'analyse, fondée sur un travail effectué à Cartagena, combine l'étude des pratiques et des représentations, individuelles et collectives, et débouche sur l'interrogation des rapports entre identité ethnique, race et territoires urbains.

Enfin, la troisième approche (section 3) propose, pour la petite ville de Tumaco, une entrée en termes de géographie et d'histoire politique, qui vise à penser la ville comme un lieu de permanentes recompositions sociales et politiques, où la dimension ethno-raciale est tour à tour exposée, occultée ou manipulée en fonction des contextes démographiques, politiques et économiques. Sur un temps relativement long (depuis la fin du XIX^e siècle), les structures urbaines et celles du milieu rural environnant, ainsi que

¹ Ces éléments de méthodes sont présentés dans l'introduction.

² Voir la discussion théorique de l'introduction.

leurs représentations, reflètent et génèrent à la fois les expressions identitaires construites sur le registre ethnico-racial et territorial.

Ces trois approches ont en commun de ne pas esquiver le débat sur les rapports entre ethnies, race et appartenances sociales. Sous des angles différents pour chaque situation –chaque ville–, les auteurs de ce chapitre s'accordent sur le fait que les phénomènes identitaires ne peuvent se comprendre que dans une perspective contextuelle, relationnelle et situationnelle (Barth, 1969 ; Hannerz, 1980 ; Mitchell, 1987). Les approches diffèrent dans leurs modes d'appréciation des contextes (plus individuels ou culturels pour certains, plus collectifs et politiques dans d'autres) et dans les méthodes utilisées (quantitatif/ qualitatif, diachronique/ synchronique), mais sont complémentaires dans la mesure où toutes trois montrent les processus de construction des catégories identitaires et leur pertinence relative, dans le temps et l'espace, aux yeux des sujets-acteurs eux-mêmes comme à ceux des analystes, observateurs et chercheurs, qui participent aussi à ces processus de construction.

Les trois villes étudiées sont associées à des représentations fort différentes dans l'imaginaire collectif national : Cartagena ville métisse par excellence, Cali qui se réclame depuis peu « Capitale du Pacifique » bien que construite autour d'une élite entrepreneuriale blanche (industrie et agro-industrie), Tumaco ville noire de la côte sud du Pacifique, aux confins du pays, à la frontière avec l'Équateur (*carte en début de volume*). Les deux premières sont des métropoles, et occupent respectivement, sur le plan démographique, les sixième et deuxième rang national (840 000 habitants à Cartagena, 2 210 000 à Cali d'après l'ENH 2001) alors que Tumaco ne peut prétendre, avec 76 000 habitants (projection DANE 2000), qu'au titre de pôle régional sans envergure nationale.

Cali et Cartagena font partie des 14 premières villes du pays, et l'on dispose à ce titre des résultats d'une enquête récente (ENH, 2001) sur l'auto-déclaration de « couleur de peau », établie par référence à un jeu de quatre photographies présentées aux enquêtés et numérotées, et que nous traduirons arbitrairement dans ce texte par « noirs », « mulâtres », « métis » et « blanc », bien que ces appellations ne figurent pas dans le questionnaire du DANE. Cartagena apparaît comme la ville où les habitants se déclarent en grande majorité noirs et mulâtres (50 %) ou métis (41 %), avec une faible minorité blanche (9 %), alors qu'à Cali, les populations auto-déclarées noires/mulâtres d'une part, blanche d'autre part, représentent chacune environ un quart du total, l'autre moitié se déclarant métis. Ces deux villes présentent les plus fortes proportions de population urbaine auto-déclarée « noire ou

mulâtre », au niveau national¹, cependant qu'à Tumaco, qui n'est pas couverte par l'enquête, on pourrait s'attendre à une auto-déclaration nettement supérieure. Ces résultats correspondent assez bien aux représentations collectives associées à ces villes en termes de composition ethnico- raciale.

Pourtant, la chose n'allait pas de soi. En introduisant une question ethnique dans le recensement de 1993², le DANE n'avait obtenu que de piètres résultats : la Colombie ne comptait dans l'ensemble de son territoire que 1,6 % de population se déclarant indigène et 1,5 % membre d'une communauté noire. En fait, les catégories ethniques proposées par la question n'ont rencontré une adhésion importante que dans la région du Pacifique, en Amazonie et dans les îles caraïbes de San Andres et Providencia. Dans la région Pacifique³ en particulier, cœur historique du peuplement noir et enjeu principal de la loi 70, on enregistre un taux de réponse positive très élevé (44 %) par rapport à la moyenne nationale, accompagné de fortes variations régionales et locales. Dans un autre travail (Barbary, 2001 : 799-803), on a analysé ces données au moyen de régressions logistiques, et interprété ces variations comme résultant du contexte politique du moment : en 1993, les taux de déclaration d'appartenance aux « communautés noires » étaient beaucoup plus élevées dans les régions où la mobilisation politique autour de la loi 70 avait été la plus forte (Chocó). L'hypothèse que nous avançons est celle d'un « modèle ethnique », largement diffusé et instrumentalisé parmi les populations du Pacifique, qui aurait exercé une influence positive sur le taux de réponse affirmative à la question du recensement. Les populations les plus directement concernées par le nouveau dispositif juridique auraient ainsi 'collé au plus près' de l'affirmation d'une identité néo-ethnique que, d'une certaine manière, la constitution exige d'eux.

Or ce « modèle », qui suppose l'association entre une identité « noire » ethnicisée, un territoire (en tant que lieu de résidence et en tant que ressource) et un positionnement politique (se constituer en interlocuteur de l'État) ne s'applique pas, *a priori*, en ville. Dans les pages qui suivent, nous essayons donc de comprendre les

¹ Les moyennes, pour les 14 villes concernées, sont les suivantes : auto-déclaration dans la catégorie 1 (noir) : 2,4 %, dans la catégorie 2 (mulâtre) : 15,5 %, dans la catégorie 3 (métis) : 51,5 %, dans la catégorie 4 (blanc) : 30,2 %, dans les catégories "ne sait pas" et sans réponse : 0,4 %.

² Cette question était : « Appartenez-vous à une ethnie, un groupe indigène ou une communauté noire ? Laquelle ? ».

³ Entendue ici comme l'ensemble des communes de la côte pacifique des départements du Valle del Cauca, Cauca et Nariño, et la totalité du département du Chocó.

modes alternatifs d'identification et d'affirmation ethnico-raciale dans plusieurs contextes urbains.

1. CALI : IDENTITE SOCIO-RACIALE ET PERCEPTION DE LA DISCRIMINATION

Quels sont les modes d'affirmation identitaire à Cali¹ ? En quoi sont-ils constitutifs de logiques et de dynamiques sociales et économiques contemporaines dans la ville ? À ces deux questions principales, nous tenterons de répondre en deux étapes : tout d'abord en explicitant le modèle de construction d'une « identité noire » à Cali et en précisant le rôle du phénotype dans cette construction ; dans un second temps, en examinant les rapports entre ces modes d'identification et la perception de la discrimination telle qu'elle est vécue et rapportée par les acteurs concernés. Ces deux approches sont en fait imbriquées puisque, comme nous allons essayer de le montrer, l'affirmation d'une identité 'noire' se construit sur une dialectique entre différenciation raciale et sociale, dans laquelle la perception des problèmes de ségrégation et de discrimination joue un rôle important. L'argumentation repose, là aussi, sur l'analyse par des régressions logistiques des variations de l'auto-déclaration de la couleur de peau et des niveaux de perception des discriminations raciales selon les caractéristiques des individus et les contextes sociaux et spatiaux dans lesquels ils vivent. Les relations entre ces réponses et leurs déterminants démographiques, socio-économiques, géographiques et historiques sont complexes et l'interprétation des résultats n'est possible que d'une manière globale et systémique, en faisant appel à une connaissance fine des contextes locaux acquise grâce aux données sociologiques et anthropologiques accumulées par d'autres membres de l'équipe CIDSE/IRD (Agier et Hoffmann, 1999 ; Agudelo, 1999 ; Agudelo, Hoffmann et Rivas, 1999 ; Agudelo, Hurtado et Rivas, 2000 ; Urrea et Ortiz, 1999 ; Urrea, Arboleda et Arias, 2000 ; Hurtado, 1999 ; Vanin, 1999).

Avec l'enquête réalisée à Cali en 1998 (voir annexe 2), nous disposons d'un corpus de réponses à des questions d'auto-perception phénotypique et de perception des discriminations que nous pouvons mettre en relation dans des modèles logistiques avec, d'une part, les caractéristiques socio-démographiques individuelles, d'autre part, des descripteurs du contexte dans lequel

¹ Une description des principales caractéristiques du peuplement de Cali a été donnée au chapitre 3.

elles sont énoncées (zone de résidence, statut migratoire, etc.). Ce deuxième groupe de variables permet d'accéder, à travers la bibliographie, aux contextes régionaux et locaux et à leurs dynamiques politique et culturelle, dont on peut penser, à l'instar de ce que l'on observe pour la question ethnique du recensement dans la région Pacifique, qu'ils ont une influence importante sur les réponses. Enfin, on dispose également de deux autres variables potentiellement déterminantes : le phénotype des individus observé par l'enquêteur et les caractéristiques de l'enquêteur lui-même (sexe et phénotype).

1.1. Un modèle de la construction d'identités 'socio-raciales' à Cali

À partir de ces données, nous nous intéressons à l'ensemble des personnes de l'échantillon ayant un phénotype noir ou mulâtre (observation de l'enquêteur), âgées de 18 ans et plus (1256 individus) ; tous ces enquêtés ont répondu à la question : «Quelle est votre couleur de peau ?», et, parmi eux, 42 % se sont déclarés de peau noire.

Pour expliquer la variabilité des réponses, il faut retenir, dans l'ordre de leur importance, quatre facteurs principaux : le phénotype, l'âge, la catégorie socio-professionnelle et le statut migratoire des répondants (tableau 1).

Tableau 1 - Effets significatifs de quatre variables dans la modélisation logistique de la réponse à la question « Quelle est votre couleur de peau ? »¹

Variables et effets significatifs aux seuils de confiance de : *** 99 %; ** 95 %, * 90 %	Paramètre estimé	Réponse estimée	Réponse observée
<i>Modalités de référence</i>			
Constante	-0.61	35 %	42 %
Phénotype observé par l'enquêteur :			

¹ Le modèle résumé dans le tableau, restreint aux quatre facteurs principaux, est celui qui fournit les meilleures performances, tant pour prévoir les réponses individuelles (74 % d'exactitude) que pour estimer les fréquences de réponse des différentes catégories de population. D'autres modèles moins performants montrent que le sexe a, comme nous le verrons, un effet significatif. Aucune autre variable ne passe le seuil de significativité de 90 %. Seules figurent dans le tableau les modalités ayant un effet sur la réponse significatif au seuil de confiance de 90% ou plus. Un exemple de lecture des résultats : au seuil de confiance de 95%, toutes choses égales par ailleurs (c.a.d. le phénotype, l'âge et le statut migratoire), les ouvriers et ouvrières qualifié(e)s de l'industrie ont une probabilité de se déclarer de couleur de peau noire environ deux fois supérieure à celle des inactifs et inactives. En effet, le quotient des réponses estimées par le modèle vaut : $51/27 \approx 1,9$.

Noir (+)***		1.04	61 %	57 %
	<i>Mulâtre</i>	-1.04	16 %	12 %
Age :				
18 - 30 ans (-)**		-0.23	30 %	38 %
	<i>plus de 50 ans</i>	0.18	39 %	43 %
Catégorie socio-professionnelle :				
Autres salariés des services (-)*		-0.45	26 %	38 %
Ouvriers qualifiés de l'industrie (+)**		0.63	51 %	55 %
Sans emploi (-)*		-0.46	26 %	34 %
	<i>Inactifs</i>	-0.37	27 %	33 %
Statut migratoire :				
Né à Cali, Origine côte Pacifique du Cauca (+)**		1.55	72 %	73 %
Né à Cali, Origine nord du Cauca (-)*		-0.53	24 %	36 %
Né Cali, Origine intérieur Valle, Cauca, Nariño (-)***		-0.72	20 %	19 %
Migrants du reste de la Colombie (-)**		-0.68	22 %	21 %
	<i>Né à Cali, Origine Reste Colombie</i>	-0.51	24 %	19 %

Sources : Enquête CIDSE/IRD, juin 1998 (1256 individus caractérisés noirs ou mulâtre par les enquêteurs)

Le lieu de résidence dans Cali n'apparaît pas déterminant une fois pris en compte l'effet du phénotype, ce qui témoigne d'une forte liaison entre les deux variables. Cette 'spécialisation socio-raciale' de l'espace résidentiel a été analysée par ailleurs et nous y reviendrons (**chapitre 3** du présent ouvrage et Barbary *et alii*, 1999 : 37-41 et 71-76 ; Barbary, 2001 : 781-783 ; Barbary, Ramirez et Urrea, 1999). Le premier résultat notable est l'absence d'effets importants des caractéristiques de l'enquêteur. Sur l'ensemble de l'échantillon, il existe un effet significatif du sexe des enquêtés, les femmes ayant une probabilité de déclarer une couleur de peau noire supérieure d'environ 20 % au hommes, mais pas d'effet uniforme des caractéristiques de l'enquêteur : celui-ci dépend des sous-populations considérées¹. La relation enquêteur/enquêté n'induit pas un biais aussi systématique que ce que dénoncent souvent les anthropologues dans ce type d'approche ; s'il se produit un « jeu de rôles » entre l'interviewer et l'interviewé, son issue n'est ni univoque, ni individuellement prévisible. On peut conclure, en revanche, que les réponses optionnelles produites par chaque situation concrète d'enquête n'échappent pas, statistiquement parlant, à un contexte sociétal global où opère un ordre de classification raciale non institutionnalisé, mais plus ou moins consensuel : les différents

¹ Ainsi, dans la population caractérisée noire, les enquêteurs (hommes) afrocolombiens ont obtenu une déclaration de couleur de peau noire supérieure à la moyenne (68 % vs 57 %) mais pas les enquêtrices ; tandis que dans la population mulâtre, ce sont les enquêtrices afrocolombiennes qui obtiennent cette sur-déclaration (18 % vs 12 %), mais pas les enquêteurs.

groupes sociaux à Cali partagent dans une grande mesure la même classification phénotypique des corps¹.

Dans la détermination des réponses par les caractéristiques individuelles, c'est l'effet du phénotype observé par les enquêteurs qui domine très largement : il explique de 5 à 30 fois plus de variabilité que les trois autres caractères. Ainsi, les personnes caractérisées de phénotype noir ont, toutes choses égales par ailleurs, une probabilité de déclarer une couleur de peau noire environ quatre fois supérieure aux personnes de phénotype mulâtre. Cependant cet effet n'est pas indépendant des autres variables, et l'on doit en particulier s'intéresser à ses interactions avec l'origine migratoire, la catégorie socio-professionnelle et la zone de résidence².

Les résultats conduisent, quant aux effets de l'origine géographique et de l'âge, à des conclusions opposées par rapport au modèle de l'affirmation ethnique dans la région Pacifique (Barbary, 2001:799-802). À Cali, la seule région d'origine qui favorise de manière significative l'affirmation d'une couleur de peau noire est la côte pacifique du Cauca ; qui plus est le coefficient significatif n'est pas celui correspondant aux migrants nés dans la région mais celui de leur descendants nés à Cali (probabilité deux fois supérieure à la moyenne). Contrairement à ce que l'on attendait au vu de l'affirmation massive, lors du recensement, d'appartenance à la communauté noire des habitants du Chocó, les originaires de ce département enquêtés à Cali ne déclarent pas plus une couleur de peau noire, à phénotype, profession et âge égaux, que les personnes d'autres origines. L'âge intervient également : les jeunes de 18 à 30 ans affirment légèrement moins un phénotype noir que leurs aînés (situation inverse, en revanche, dans le Pacifique). Enfin la catégorie socio-professionnelle ne joue pas dans l'affirmation du phénotype à Cali, le rôle déterminant qu'elle exerce sur l'affirmation de l'appartenance à la communauté noire dans la région Pacifique. Seuls les ouvriers qualifiés de l'industrie tendent à déclarer plus fréquemment une couleur de peau noire (probabilité 1,8 fois supérieure à celle des inactifs).

De ce qui précède, on peut d'ores et déjà conclure qu'à Cali, l'auto-affirmation phénotypique des populations afrocolombiennes fonctionne de manière radicalement différente de ce qui prévaut

¹ Précisons que tous les enquêteurs, dans ce travail, résidaient à Cali depuis de nombreuses années.

² L'échantillon étant trop réduit pour modéliser toutes ces interactions, nous nous sommes limité aux trois modèles saturés à deux variables (effets principaux des deux variables, plus interaction), obtenus en croisant le phénotype avec les trois autres. Les coefficients, trop nombreux, ne sont pas reproduits ici.

dans la région Pacifique. Il n'y a pas ici de principe unique structurant ses variations, contrairement au rôle que jouent sur l'affirmation néo-ethnique dans le Pacifique les dynamiques socio-politiques locales causes ou conséquences de la loi 70. En ville, la construction de l'identité 'noire' apparaît à la fois plus complexe et plus endogène dans son élaboration, avant tout en étroite relation avec les catégories raciales d'usage commun (et utilisées par les enquêteurs), les divisions et les frontières qu'elles sous-tendent, et les stigmates ou, au contraire, les connotations positives qu'elles véhiculent selon les contextes. Il faut d'abord noter que la forte cohérence statistique existant entre l'auto-perception de la couleur de peau et la caractérisation externe du phénotype, ne pourrait pas avoir lieu sans une relative 'neutralité' consensuelle de ces catégories 'raciales' : à l'évidence, l'appellation '*negra/o*' à Cali, et probablement dans bien d'autres contextes urbains colombiens, ne véhicule pas toujours et partout de sous-entendus racistes. Cependant il est également clair que la couleur de la peau, et plus généralement la perception du phénotype, entre dans une sorte d'interaction symbiotique avec d'autres caractéristiques, comme l'origine migratoire, l'âge, la catégorie socio-professionnelle, le lieu de résidence ou le sexe, pour produire et déterminer la construction sociale de l'altérité et ses conséquences en termes de segmentation, voire de ségrégation, des espaces et des marchés urbains (chapitre 3). La 'race', au sens que nous lui avons donné de catégorie phénotypique perçue et interprétée, éventuellement de manière raciste, dans les relations sociales, est alors un ingrédient de la 'fabrique des logiques sociales', au même titre que d'autres catégories de perception démographiques (les jeunes, les vieux, les femmes...), sociales (les ouvriers, les patrons, les employé(e)s domestiques, les chômeurs) ou économiques (les pauvres, les riches...). Dans cette optique, plutôt qu'à un hypothétique transfert d'une identité ethnico-territoriale acquise à travers la région d'origine, le processus de construction de l'identité 'noire' urbaine nous semble correspondre davantage à la nécessité d'affronter, en tant que citoyennes et citoyens soumis à différents types de discriminations ou en percevant le risque, les inégalités d'accès aux marchés du travail, de l'éducation, de la santé, de la consommation etc., en somme, à une revendication de l'égalité des chances. Pour pousser plus avant cette hypothèse, nous allons maintenant aborder l'analyse des réponses aux questions d'opinions sur la discrimination.

1.2. La perception des discriminations socio-raciales à Cali

Les commentaires qui suivent s'appuient sur les résultats de régressions logistiques appliquées aux questions sur l'existence de discriminations raciales dans différents contextes à Cali et aux déclarations d'expériences personnelles de discrimination par les enquêtés¹.

Tableau 2 - Niveaux de réponses aux questions d'opinion sur la discrimination, selon la caractérisation phénotypique et le sexe des enquêtés (différences significatives observées)

1. Réponses affirmatives aux questions sur la discrimination des noirs dans différents contextes											
Contexte :	Caractérisation par l'enquêteur :	Discrimination envers les noirs									
		Ménages afro.		Ménages contr.		Total					
		<i>Effec.(1)</i>	% (2)	<i>Effectif</i>	%	<i>Effectif</i>	%	<i>Effectif</i>	%		
Dans les hôpitaux et centre de santé		1504	32•	376	27°	1880	31,0				
A l'école et au collège		1504	34	376	32	1880	33,6				
Dans les transports		1504	39••	376	32°°	1880	37,6				
Dans les formalités administratives		1504	31•	376	26°	1880	30,0				
Au travail		1504	57••	376	41°°	1880	53,8				
Par la police		1504	54•	376	50°	1880	53,2				
Dans le quartier		1504	19	376	18	1880	18,8				
2. Réponses affirmatives à la question 'Vous-même, avez-vous déjà été victime de discrimination dans votre travail ou dans d'autres situations ?'											
Sexe :	Caractérisation par l'enquêteur :	<i>Negro</i>		<i>Mulato</i>		<i>Mestizo</i>		<i>Blanco</i>		Total	
		<i>Effectif (1)</i>	% (2)	<i>Effectif</i>	%	<i>Effectif</i>	%	<i>Effectif</i>	%	<i>Effectif</i>	%
Hommes		356	30	180	14	104	5 <<--	148	10	788	12 <<
Femmes		470	33	251	17	154	16 >>	202	11 --	1077	16 >>
Total		826	32	431	15	258	11 -	350	10 --	1865	14

(1) Les effectifs sont ceux des personnes ayant répondu à la question. A cause de leurs effectifs trop faibles, les catégories 'Indigènes' et 'Autres' ont été exclues de la table n° 2.

(2) Les fréquences sont celles des réponses affirmatives, estimées à partir de l'échantillon sur l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, les données étant pondérées par les facteurs d'extrapolation du sondage. Le test de significativité est basé sur les intervalles de confiance à 95% et 99% associés au plan de sondage, avec les notations suivantes : >, >> et <, << : Différences positives (>, >>) et négatives (<, <<) entre les sexes, significatives aux seuils de confiance de 95% (>, <) et 99% (>>, <<)

+, ++ et -, -- : Différences positives et négatives dans la catégorie phénotypique, par rapport à la moyenne de l'échantillon

•, •• et °, °° : Différences positives et négatives dans le type de ménage, par rapport à la moyenne de l'échantillon

Source : enquête CIDSE/IRD juin 1998

¹ L'échantillon soumis à l'analyse est, cette fois, composé de l'ensemble des individus, tous phénotypes confondus, ayant répondu aux questions du module P de l'enquête (cf. annexe 2), soit 1880 ou 1865 personnes, selon les questions. Les fréquences de réponses positives aux questions sont données dans le tableau 2. Les valeurs des paramètres correspondants aux différents modèles, trop nombreux, ne sont pas reproduites ici.

Les performances des modèles, légèrement inférieures à celle du modèle d'affirmation de la couleur de peau, restent intéressantes¹. Si les opinions sur la discrimination raciale sont, dans l'ensemble, un peu moins liées aux facteurs socio-démographiques que l'affirmation du phénotype, il y a cependant une très forte cohérence entre les schémas de détermination des deux types de réponses ; en voici quatre exemples.

Comme l'auto-perception de la couleur de peau, la déclaration d'une expérience personnelle de discrimination est avant tout liée au phénotype. Dans l'ensemble de l'échantillon, les personnes caractérisées 'noires' par les enquêteurs ont, toutes choses égales par ailleurs et de manière extrêmement significative, une probabilité très supérieure de déclarer une expérience de discrimination (32 % vs 20 % en moyenne). Entre les populations noire et mulâtre, l'écart de probabilité est presque du simple au double : 32 % vs 17 %². Bien entendu, il faut distinguer la déclaration de l'occurrence réelle ; on peut aussi objecter que la qualification discriminatoire de tel ou tel épisode est affaire de perception. Néanmoins, il n'y a pas de doute que cette relation entre phénotype observé par les enquêteurs et occurrence d'épisodes discriminatoires, atteste l'existence, à Cali comme ailleurs, d'un substrat raciste à l'œuvre dans un certain nombre de contextes de la vie sociale.

Si l'on en croit l'opinion des enquêtés, après la couleur de la peau, l'origine migratoire est le second déterminant de la discrimination dans presque tous les contextes (hormis dans les hôpitaux et au sein du quartier). On observe en effet diverses liaisons statistiques, variant selon les contextes (école, travail, transport, etc.), entre la perception de la discrimination et l'origine géographique des répondants ou de leurs parents. En résumé, une sorte de gradient d'exposition au racisme se dessine, qui part d'un minimum pour les migrants de la côte pacifique du Cauca (dans presque tous les contextes) et les migrants du Nord du Cauca et leur descendants nés à Cali (travail, police), s'accroît avec les migrants du Chocó (administration) et de l'intérieur du Valle, Cauca et Nariño (transport) et les natifs de Cali originaires de la côte pacifique du Nariño (école), pour atteindre son maximum chez les migrants de Buenaventura et leur descendants nés à Cali

¹ De 55 % de réponses correctement prévues pour la discrimination dans les hôpitaux et centres de santé à 62 % pour la discrimination dans les transports et au sein du quartier. La déclaration d'une expérience personnelle de discrimination est mieux expliquée (70 % de prévisions exactes).

² À nouveau, les caractéristiques de l'enquêteur (sexe et phénotype) n'ont d'effet significatif sur aucune des réponses aux questions posées.

(transports, travail, police, école). Ce gradient correspond d'une part à des dispositifs régionaux complexe et différenciés en termes de dynamiques socio-raciales locales¹. Il s'explique d'autre part, comme nous le verrons, par les conditions particulière d'insertion des différentes populations à Cali.

Les autres déterminants des opinions sur l'existence du racisme varient également selon les contextes. La population des quartiers résidentiels du sud (classes moyennes et supérieures) est plus sensible aux discriminations à l'école et au lycée, dans les démarches administratives et les transports (probabilités augmentées de 15 à 30 %); à l'inverse, les habitants des extensions pauvres de la périphérie occidentale les dénoncent relativement moins (probabilité réduite d'environ 15 %). Sans surprise, les discriminations des policiers frappent surtout les jeunes (18-30 ans) et les catégories professionnelles exposées aux contrôles (commerçants ambulants et des marchés, travailleurs des transports). La même logique d'exposition explique les variations de perception dans les transports : fréquences plus élevées pour les catégories mobiles (salariés des services, ouvriers des manufactures) que chez les inactifs ou les employés domestiques. Le cas de la perception du racisme au sein du quartier est particulier, d'abord parce que son niveau moyen est bas (seulement 19 % de réponses affirmatives), ensuite parce que ses variations selon le phénotype sont à l'inverse du schéma observé partout ailleurs (les personnes caractérisées noires les perçoivent légèrement moins que les personnes blanches), enfin et surtout parce qu'apparaît clairement la collusion entre stigmatisation sociale et raciale. En effet, dans l'ensemble de la population comme dans la population noire et mulâtre, les fréquences de perception s'élèvent fortement chez les chômeurs (35 %) et les statuts professionnels les moins stables (personnels non qualifiés de l'artisanat, de la construction et des transports : 31 %), alors qu'elles sont particulièrement faibles pour les patrons artisans ou les ouvriers qualifiés de la manufacture (15 %). Au total, les discriminations perçues au sein du quartier semblent plus liées à l'exclusion des catégories sociales marginalisées qu'à des manifestations proprement racistes. Nous voici confronté à la question de l'inégalité 'socio-raciale' sur laquelle nous reviendrons pour interpréter ces résultats.

La perception des problèmes de discrimination rencontrés en milieu scolaire s'inscrit dans une problématique qu'il faut rappeler.

¹ Une interprétation complète des variations de la perception des discriminations à Cali selon l'origine géographique des répondants est proposée dans Barbary, Ramirez et Urrea (article à paraître en 2003 dans la revue Brésilienne *Estudos Afro-Asiaticos* : 26-31).

Le profond dysfonctionnement du système éducatif primaire et secondaire colombien, principalement dû à l'incurie de l'enseignement public pour cause de désinvestissement de l'État et aux coûts exorbitants de l'éducation privée de qualité dans la conjoncture de récession actuelle (particulièrement critique à Cali), constitue un des principaux freins à la réduction de l'inégalité sociale. Progressivement, la charge financière pour les ménages que représente toute stratégie d'accès à un capital éducatif valorisable sur le marché du travail, est devenue insupportable pour l'ensemble des classes populaires et la majeure partie des classes moyennes à Cali. Elle est désormais le facteur principal d'une exclusion économique massive, entraînant une régression considérable dans l'histoire sociale de la ville (Urrea, Ortiz, 1999 ; Urrea, Ramirez, 2000). Dans ce contexte, l'existence de discriminations envers la population noire à l'école et au collège est dénoncée par un tiers des répondants de l'enquête, sans différence significative de perception entre la population afrocolombienne considérée dans son ensemble et le reste de la population. En outre, la régression logistique met en évidence trois facteurs de variation importants.

D'une part, comme pour les autres types de discrimination, la perception des discriminations scolaires augmente significativement chez les personnes déclarant une couleur de peau noire et chez les personnes ayant rapporté une expérience personnelle de discrimination. L'analyse des réponses ouvertes décrivant les situations de discrimination scolaire montre que, pour les personnes les plus exposées de l'échantillon, l'explication des inégalités d'accès à l'éducation par le racisme ne fait pas de doute. D'autre part, le groupe d'âge 31-50 ans s'inquiète plus de ce problème que les jeunes (18-30 ans) ou les personnes âgées de plus de 50 ans ; une plus grande sensibilité des adultes chargés de famille qui, dans ce contexte de profonde crise scolaire, dénote la gravité des enjeux. Enfin, à travers les variations significatives selon le niveau d'éducation, le lieu de résidence à Cali et l'origine géographique, apparaît un gradient socio-culturel de perception. Les personnes ayant un niveau d'étude universitaire, toutes choses égales par ailleurs, ont une fréquence de déclaration bien supérieure à celles sans éducation primaire (+64 %) ; de même les résidents des quartiers de classes moyennes et supérieures par rapport à ceux des quartiers pauvres (+30 %).

L'ensemble de ces résultats ne peut s'interpréter qu'en évoquant plusieurs classes de facteurs (culturels, socio-économiques et résidentiels), dont les effets combinés illustrent l'imbrication des motifs sociaux et raciaux de discrimination, et

qui nous placent en face de la complexité des enjeux et des déterminations de l'identité 'socio-raciale' à Cali.

On peut tout d'abord mettre en rapport les niveaux de perception du racisme avec les conditions d'insertion socio-économique des uns et des autres, et les difficultés que rencontrent leurs perspectives et stratégies d'ascension sociale ; cette approche concerne aussi bien les natifs que les migrants. D'autres analyses des données de l'enquête ont montré en effet que les plus fortes inégalités de conditions de vie qui affectent les ménages afrocolombiens à Cali concernent les classes moyennes : ce sont dans ces strates socio-économiques que les indicateurs de promiscuité dans le logement et d'accès aux services et aux biens de consommation montrent les plus grandes disparités en défaveur de la population noire et mulâtre (voir la troisième section du **chapitre 4** et Bruynell et Ramirez, 1999 : 56-61). On aboutit à la même conclusion à partir de la comparaison des niveaux de chômage et des structures socio-professionnelles (Quintin, Ramirez et Urrea, 2000). Par ailleurs, l'origine géographique est un facteur important de différenciation socio-économique des populations noires et mulâtres de Cali : de ce point de vue, le contraste est très fort entre les structures socio-professionnelles que l'on observe parmi les migrants de Buenaventura ou de l'intérieur du Valle, Cauca ou Nariño et leurs descendants nés à Cali, qui témoignent d'une insertion économique satisfaisante, et au contraire la forte marginalisation économique des originaires de la Côte du Nariño et du Chocó (migrants ou natifs de Cali). À titre d'exemple, citons la proportion de femmes économiquement actives qui travaillent comme employées domestiques : respectivement 25 % et 12 % pour les deux premières origines alors qu'elles s'élèvent à 41 % et 37 % pour les deux dernières. De même, les hommes actifs occupant des emplois non qualifiés ne sont que 11 % du total dans les deux premiers cas contre 19 % et 20 % dans les deux derniers. L'hypothèse que l'on peut alors avancer est que les perceptions des discriminations obéissent à des logiques différentes. En schématisant, les originaires de Buenaventura réagissent fortement à l'existence de freins spécifiques à l'insertion économique et sociale des classes moyennes noires et mulâtres - accès plus difficile à l'éducation, discriminations à l'embauche ou lors de la promotion dans le travail, arbitraire policier, etc. - qu'ils perçoivent comme autant d'obstacles discriminatoires à leurs attentes d'ascension sociale ; tandis que ceux du Pacifique Nariño et du Chocó dénoncent plus modérément l'origine raciale de l'exclusion résidentielle et professionnelle dont ils sont victimes, certes, mais

qu'ils partagent, à capital économique et social égal, avec les populations blanches et métisses.

Pour comprendre les différences de perception des discriminations raciales, on doit aussi évoquer la ségrégation résidentielle et à la dimension socio-spatiale de la discrimination. Il existe en effet à Cali des relations étroites entre lieu de résidence, origine migratoire et caractéristiques phénotypiques de la population. Même si l'on ne peut parler de ségrégation socio-raciale systématique ou généralisée, la cartographie des données du recensement montre l'inégalité des distributions des lieux de résidence selon l'origine géographique (carte 1 et, pour des analyses détaillées : troisième section du chapitre 3 et Barbary *et alii.*, 1999). On observe en particulier que les migrants de la côte pacifique du Nariño, du Chocó, et leurs descendants nés à Cali ont une implantation résidentielle très concentrée dans les quartiers les plus pauvres à l'est de la ville - district d'Agua blanca - qui sont également ceux où l'on trouve les plus fortes proportions de ménages afrocolombiens et de personnes de phénotype noir. Nous l'avons dit, les résultats d'enquêtes n'attestent en rien l'existence d'un ghetto racial à Cali. En revanche, la marginalisation économique et sociale de ces quartiers par la pauvreté, le chômage, le moindre accès aux infrastructures et services, la délinquance, etc. est une réalité incontestable (chapitre 5). Ainsi, c'est aussi la double stigmatisation –raciale et sociale- du district d'Agua Blanca qui explique pourquoi les personnes dont les origines migratoires y sont surreprésentées (côte du Nariño et Chocó) ressentent la discrimination d'une manière plus aiguë que des populations mieux réparties dans la ville, comme les originaires de la côte et du nord du Cauca ou de Buenaventura.

À Cali comme ailleurs, l'affirmation identitaire « noire » s'insère dans une série de dispositifs identitaires, variables selon l'origine régionale, l'âge, le sexe, la condition socio-économique, etc., et ne se réduit en aucun cas à une identification stable et unique. Pourtant, on l'a vu, le phénotype -la couleur de peau- intervient de façon déterminante pour expliquer la perception des discriminations et de l'exclusion sociale. À la différence des autres situations que nous examinons plus loin (Cartagena et Tumaco), l'affirmation d'une identité noire à Cali, ne renvoie pas principalement à des appartenances culturelles ou territoriales telles que les prévoit la législation ; en se référant surtout à la couleur de peau, elle sert essentiellement de médiation pour se situer dans les catégories discriminées sur les marchés urbains de l'emploi, du logement et des biens et services. La catégorie « noir » reflète principalement une position de subordonné dans la société urbaine et devient, par inversion, un élément de

revendication citoyenne pour l'intégration et non pas une demande de reconnaissance de particularisme.

Carte 1 : distribution de la population par secteur cartographique de recensement à Cali selon le lieu d'origine

2. CARTAGENA : SAVOIR NEGOCIER SON IDENTITE EN VILLE

Le chercheur travaillant sur Cartagena se trouve dans une situation ambiguë : ses observations lui montrent bien que plus on descend sur l'échelle socio-économique, plus la population est noire ; plus les quartiers perdent en urbanité, plus la couleur de leurs habitants est foncée. Mais, paradoxalement, il peine à exprimer cette ségrégation socio-spatiale en termes ethniques. Un bon témoignage en est donné par les études réalisées au *Departamento de Trabajo social de la Universidad de Cartagena*. Si les éléments de structuration et de ségrégation socio-économiques sont analysés avec forces détails, si la concentration de la pauvreté, du sous-emploi et de l'absence d'éducation est reconnue et dénoncée, la dimension raciale n'est jamais évoquée, ni dans la caractérisation de la population, ni dans l'explicitation des causalités. On parlera de "quartiers populaires", non de quartiers ethniques.

De fait la question posée à Cartagena, en particulier depuis l'instauration du multiculturalisme, est celle de l'identification et de la définition des "populations noires". Est-on "noir" par assignation catégorielle extérieure ? Et quels sont alors les critères de cette désignation ? Apparence physique, définition *a priori* (traits culturels, appartenance à un territoire...), généalogie ? Par auto-identification ? Mais le chercheur ne risque-t-il pas alors de reproduire des stratégies, conscientes ou inconscientes, d'instrumentalisation ou d'occultation dont il s'agit précisément de saisir les mécanismes ? Une telle approche ne participe-t-elle pas, d'autre part, d'une réduction de la problématique identitaire à un échange enquêteur - enquêté ? Si le refus de l'ethnocentrisme interdit de poser une définition objective de l'appartenance raciale, c'est donc aux mécanismes utilisés par les acteurs eux-mêmes pour intégrer les traits raciaux dans leur propre présentation ou dans leur appréhension de l'autre qu'il faut s'intéresser.

2.1. Cartagena, ville métisse ?

Cartagena est présentée comme la carte postale touristique de la Colombie, comme un îlot de paix dans un pays plus connu pour la multiplicité et la récurrence des formes de violence. Classée Patrimoine mondial de l'humanité depuis 1984 par l'UNESCO, elle s'identifie à la Caraïbe - bien plus qu'à un intérieur andin jugé conflictuel- pour valoriser sa tradition d'intégration et de brassage. De multiples évocations de Cartagena mettent désormais en avant le métissage, considéré comme la caractéristique première de la ville qui valorise son pluralisme racial, mettant en scène son origine indienne et africaine à travers les symboles statufiés de la *India Catalina* et de la *palenquera* ou en célébrant la diversité raciale des reines de beauté locales.

De fait, Cartagena fut le port dans lequel débarquèrent les colons espagnols et les esclaves africains, mais aussi les commerçants syro-libanais, les trafiquants de tous horizons, les pirates européens. Le nombre d'esclaves, même s'il est loin d'être négligeable, n'y a jamais atteint les chiffres des régions voisines de l'époque, Cartagena étant avant tout un lieu d'arrivée et de transit. J. Jaramillo Uribe (1994) estime ainsi qu'en 1778 les esclaves à Cartagena représentaient 7 % de la population de la ville, contre 39 % pour la région du Chocó, 19 % pour Popayán, 18 % pour l'Antioquia et 10 % pour Santa Marta (*Ibid.* : 219-220). À la même époque, il considère que la population métisse constituait 65 % de la population de Cartagena (*Ibid.* : 12). A. Múnera, ancien directeur de la faculté de sciences humaines de l'Université de Cartagena, fait de la montée du métissage le vecteur essentiel du développement de la ville, réinterprétant l'événement principal de l'histoire de Cartagena, l'Indépendance avortée du 11 novembre 1811, en termes de révolte des artisans et petits commerçants métis contre la domination des créoles d'origine européenne (Múnera, 1998).

Pourtant, cette image de "ville métisse", véhiculée aussi bien par les intellectuels que par la presse, les campagnes publicitaires ou les habitants eux-mêmes, coexiste avec une représentation bien différente, mélange de polarisation raciale et de paternalisme infériorisant. À l'origine de ce deuxième discours sur Cartagena, on trouve des historiens appartenant à l'élite sociale et politique, qui font des colons européens et de leurs descendants les seuls acteurs de l'histoire de la ville. Non seulement leur origine européenne, la grandeur de leur dessein et la noblesse de leurs mœurs sont constamment rappelées, mais l'évocation des populations noires et métisses se réduit à la référence exclusive à la traite et au statut des esclaves ou aux révoltes des *cimarrones*, ces esclaves en fuite réfugiés dans les environs de Cartagena

(Porrás Troconis, 1965 ; Bossa Herazo, 1967 ; Bustamente, 1977). Le métissage prend alors la forme de l'imposition et de la domination du 'blanc', assimilant civilisation et blanchiment (culturel et non pas biologique).

Cette double lecture de l'histoire de Cartagena est révélatrice des ambiguïtés propres à son statut de "ville métisse". Le métissage, aujourd'hui valorisé, tend à occulter, derrière les figures de l'hybride, de la fusion et du syncrétisme, porteuses d'une certaine modernité de l'individu, la récurrence des différenciations raciales et des antagonismes socio-économiques. De même, sous couvert d'une présentation a-raciale de l'histoire, le discours de l'aristocratie contribue au maintien de la "ligne de couleur" préservant le groupe dominant.

Au-delà de cette image, la polarisation raciale est présente à Cartagena. Ainsi Solaun et Kronus, deux chercheurs appartenant à la tradition anglo-saxonne des études sur les relations raciales, caractérisent-ils la ville, dans leur travail pionnier de 1967, en termes de "discrimination sans violence", rendant compte de ce mélange paradoxal de discrimination et d'intégration caractéristique de Cartagena.

On peut en effet, à l'image idyllique d'une Cartagena touristique, "perle des Caraïbes", vivant harmonieusement les métissages de sa population, opposer une réalité plus complexe. Car la ville a connu de profonds changements depuis les années 1960-70, passant du statut de ville provinciale endormie sur un passé glorieux, marginalisée politiquement à celui de métropole régionale, frôlant le million d'habitants, ouverte sur l'Amérique latine et la Caraïbe. À la richesse touristique sont venues s'ajouter les activités portuaires et pétrochimiques ; à l'opposition centre/périphérie a succédé un activisme politique passant par la décentralisation et l'ancrage dans l'aire Caraïbe. Croissance démographique, expansion des quartiers marginaux, arrivée massive de réfugiés de la violence, insuffisance des infrastructures urbaines, réduction de la politique de la ville à une politique touristique : ce sont quelques-unes des caractéristiques actuelles de Cartagena. Dans ce contexte urbain bouleversé, le paternalisme traditionnel et la relative harmonie des relations raciales coexistent avec de nouvelles formes d'allégeances identitaires et des sources de conflit inédites.

2.2. Chambacú, ghetto noir ?

L'importante ségrégation socio-spatiale qui caractérise Cartagena aujourd'hui est rarement exprimée en termes ethniques ou raciaux. Chambacú, ancien quartier d'invasion aux pieds même

des murailles qui sont l'incarnation de la Cartagena héroïque et touristique (carte 2), aujourd'hui vaste terrain vague sur lequel planent de nombreux projets d'urbanisation, est le seul à être, parfois, pensé en termes ethnico-raciaux. En s'intéressant à Chambacú, il s'agit donc, à travers la diversité des récits, d'une part, de mieux comprendre les processus de labelisation – ou de non labelisation – ethnique et, d'autre part, d'étudier les dynamiques mutuelles de l'ethnisation et de la territorialisation.

La notion de ghetto – et, au-delà, celle de quartier ethnique – a fait l'objet de nombreuses discussions sur son association “naturelle” à l'ethnicité, notamment aux Etats-Unis, pays qui l'a érigé en paradigme sociologique. Nous retiendrons un aspect de ces débats, celui de la dilution de la dimension raciale du ghetto, qui en viendrait à désigner “un espace urbain de pauvreté étendue et intense, qui occulte le fondement et le caractère raciaux de cette pauvreté” (Wacquant, 1997 : 341)¹. Le ghetto se définit-il prioritairement par sa dimension ethnico-raciale ou est-il le résultat d'un processus d'exclusion socio-économique ? Faut-il privilégier l'un ou l'autre des facteurs de causalité et comment les isoler l'un de l'autre ? Doit-on poser une définition *a priori* ou s'appuyer sur une caractérisation empirique ? Quel est le rôle des acteurs – et du chercheur – dans la définition du “ghetto ethnique” ? Un quartier est-il ethnique du fait de la composition de sa population, ou bien cette ethnicité est-elle le double résultat d'un processus d'étiquetage et d'une territorialisation particulière ? D'une certaine façon, la réflexion sur le ghetto n'admet ici que des territoires et des identités préfabriqués². Nous nous intéresserons au contraire aux mécanismes de racialisation des relations sociales, dans lesquels le rapport à l'espace n'est ni un produit ni une cause, mais une ressource et une contrainte pour les acteurs. « C'est cela qui nous intéresse ici : non pas établir l'identité d'un espace en faisant la généalogie de sa singularité, mais analyser les différentes relations qui existent entre l'idée que les gens ont de l'espace et l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes ou d'autrui » (Monnet, 2000 : 20).

Chambacú, à la fin du XIX^e siècle, n'est qu'un enchevêtrement de palétuviers entre terre et mer. On y trouve quelques cabanes en bois, appartenant à des habitants de la ville vivant intra-muros ou servant d'abris pour les visiteurs n'ayant pu pénétrer dans l'enceinte fortifiée, les portes de celles-ci se fermant à la tombée de la nuit. Puis, Chambacú commence à se peupler avec l'arrivée du chemin de fer, au début du XX^e siècle. Les premiers travaux de

¹ Wacquant critique également l'idée selon laquelle le ghetto est désorganisé et la tendance à exotiser le ghetto.

² « On admet qu'un des éléments constitutifs de la notion de ségrégation est l'idée de frontières spatiales séparant des groupes bien identifiés » (Brun et Rhein, 1994 : 37).

construction ferroviaire s'accompagnent de la migration d'une main d'œuvre venue des villages environnants qui s'installe tout naturellement aux pieds des murailles, entre la ville et le village d'origine, mais aussi au point de départ de la voie ferrée. Au même moment, de l'autre côté de la ville, la construction de l'Avenue Santander, entre la mer et les murailles, aboutit à la destruction des quartiers de Pekin, Pueblo Nuevo, El Boquetillo, dont une partie des habitants va se réfugier à Chambacú. Or ces trois quartiers, accrochés aux murailles, sont les anciens quartiers des esclaves, devenus, après l'abolition en 1851, les quartiers des employés de maison, jardiniers et autres artisans.

À partir des années 1960, Cartagena sort d'une longue léthargie et cherche à mettre en valeur son passé, désormais présenté sous la forme d'un patrimoine national et international exploitable sur le plan touristique. Chambacú ne correspond plus alors à l'image d'une ville qui se voudrait ordonnée et développée, moderne et touristique. C'est l'ICT (*Instituto de Crédito Territorial*), organisme national chargé de la politique de logements sociaux, qui sera à l'origine de l'éradication de Chambacú au début des années 1970.

Comment les différents acteurs et observateurs de l' "épisode Chambacú" présentent-ils et justifient-ils sa suppression ? Les termes utilisés sont à ce titre révélateurs : si les uns se réfèrent à l' "éradication" du quartier, l'associant à un processus violent et non souhaité, les autres parlent de "relocalisation", présentant ainsi le même phénomène d'une façon euphémisée et positive. Si cette double interprétation du processus de « nettoyage » des quartiers d'invasion est finalement assez classique en Colombie et ailleurs, nous nous intéresserons ici plus précisément à la racialisation différentielle de ces présentations, entre éviction de toute référence ethnico- raciale dans les discours officiels et mise en avant de la logique raciale dans les textes artistiques.

Pour l'actuelle directrice d'INURBE (*Instituto Nacional de Interés Social y Reforma Urbana*), héritier de l'ICT, la relocalisation des habitants de Chambacú s'interprète avant tout en termes d'accession à la citoyenneté. " C'était un *tugurio* (bidonville), sans aucun service public, l'électricité était piratée, les habitants ne payaient pas les services. La décomposition sociale était forte, on ne pouvait pas passer par là. Dans les nouveaux quartiers, on leur remit des maisons, des vraies maisons, avec tous les services, l'eau, l'électricité " ¹.

Mais à coté de ces discours où toute dimension raciale est exclue, Chambacú est également présenté comme un symbole de

¹ Entretien, 16 septembre 1999.

l'histoire africaine de Cartagena, depuis que Manuel Zapata Olivella l'a célébré dans son livre « *Chambacú corral de negros* ». En quelques mots prononcés par Máximo, personnage principal du roman, la situation est présentée : “ l'île grandit. Demain nous serons quinze mille familles. Le “ Cancer noir ” comme ils nous appellent. Ils veulent nous détruire. Ils ont peur qu'un jour nous franchissions le pont et que la vague des bidonvilles inonde la ville. C'est pour cela qu'il n'y a pas de rues pour nous, pas de tout-à-l'égout, pas d'écoles ni d'hygiène. Ils veulent nous enfoncer dans la misère. Ils se trompent. Nous lutterons pour notre dignité d'êtres humains. Nous ne nous laisserons pas expulser de Chambacú. Ils ne changeront jamais la face noire de Cartagena. Sa grandeur et sa gloire reposent sur les os de nos ancêtres ” (Zapata Olivella, 1990a : 199). Plus récemment, Chambacú fut également glorifié par une autre artiste considérée, elle aussi, comme porte-parole de la culture afrocolombienne : la chanteuse Totó la Momposina, une des voix les plus célèbres de la Caraïbe colombienne, qui consacre, sur son dernier album¹, deux chansons au quartier aujourd'hui transformé en terrain vague. Le quartier devient alors un épisode central de l'histoire de Cartagena, l'incarnation du sort réservé aux populations noires, de leur marginalisation et de leur ségrégation.

Ghetto ethnique, bidonville socio-économique : l'identification est aussi affaire d'étiquetage et renvoie à la position et aux intérêts de celui qui l'énonce. Pour les uns, Chambacú devait être éliminé afin d'améliorer les conditions de vie de ses habitants ; pour les autres, la destruction de Chambacú relève d'une logique de ségrégation raciale dans une ville qui cherche à soigner son image. Pour M. Zapata Olivella, c'est parce que Chambacú est un “ cancer noir ” qu'il ne possède ni rues, ni tout-à-l'égout, ni écoles, ni hygiène, c'est parce que la population de Chambacú est noire qu'elle n'a pas accès à une urbanité effective. Ce raisonnement trouve son expression symétrique dans les interprétations socio-économiques : c'est parce que la population de Chambacú ne bénéficie pas des infrastructures publiques qu'elle est considérée comme noire, l'accession à l'urbanité devenant synonyme de blanchiment. En témoigne ce passage d'un article du Magazine Dominical résumant, de façon lapidaire, la destruction de Chambacú : “ un jour on a cru que Dieu avait fait un miracle lorsque quelques petits noirs de Chambacú montèrent dans un de ces bus brinquebalants de l'époque, traversèrent une de ces ruelles typiques et arrivèrent à leur destination tout mignons et presque blancs ” (El Espectador, Magazine Dominical, 11 novembre 1973).

¹ Totó La Momposina, *Pacantó*, MTM Ltda, 1999.

Ces assimilations présentées comme naturelles reposent sur un double présupposé : d'une part, il existerait des territoires et des identités définis de façon indépendante les uns des autres ; d'autre part, il y aurait une parfaite correspondance (objective et subjective) entre ces identités et ces territoires. Il s'agit au contraire de se placer dans l'entre-deux, dans l'interaction entre le social et le spatial : les individus se noircissent dans leur association à un quartier ; un quartier se "ghettoise" du fait des habitants qui l'habitent. Ces processus sont non seulement dynamiques et relationnels, mais l'adéquation entre logique spatiale et logique identitaire est loin d'être systématique.

2.3. Marronnages identitaires et territoriaux

En se plaçant au cœur des processus d'identification socio-spatiale, il s'agit de s'intéresser non plus aux identités et aux territoires étudiés de façon indépendante et successive, mais à leurs interactions, aux mécanismes de leur construction réciproque. C'est donc de la mise en situation elle-même que l'on partira, qui permet, dans un langage goffmanien, de rendre compte des mécanismes du couplage, flou et multiple, entre ordre structural et ordre des interactions, d'étudier la capacité des individus à évaluer leur environnement à la fois social et spatial, à définir simultanément l'autre et son territoire. En étudiant deux formes de « marronnage » contemporain, il s'agit de comprendre comment les mécanismes de gestion sociale des apparences raciales sont révélateurs de modes différentiels de production de normes sociales et de construction de l'espace.

La ville de Cartagena présente l'intérêt pour notre recherche de compter avec une minorité, les *palenqueros*¹, qui est entrée de façon directe dans la logique ouverte par la reconnaissance du multiculturalisme (plus exactement, il faudrait parler, non pas des *palenqueros* en général, mais d'une partie d'entre eux, cultivée, en pleine ascension sociale, se posant comme leurs représentants). Leur marronnage, pris au sens historique premier du terme, s'apparente à une mise à distance, autant spatiale qu'identitaire. Dans le contexte actuel, il prend la forme d'une transformation du stigmatisme racial en valorisation ethnique. Instrumentalisant leur passé de *cimarrones*, s'appropriant le mythe de Benkos Bioho²,

¹ Habitants de Palenque de San Basilio, village de *cimarrones* à quelques kilomètres de Cartagena, aujourd'hui présenté comme le "premier village libre d'Amérique" suite à un accord de non agression mutuelle passé entre la couronne espagnole et ses habitants en 1713 (Arrazola, 1970).

² Roi africain qui aurait pris la tête des soulèvements d'esclaves et aurait fondé Palenque de San Basilio.

soulignant leur spécificité culturelle (langue, pratiques religieuses, organisation sociale), les *palenqueros* sont aujourd'hui, à Cartagena et sur la côte Caraïbe colombienne, les uniques représentants de cette "ethnie noire" à laquelle de nouveaux droits (même minimes) sont accordés. Car ce processus de construction d'un acteur ethnique dans un nouveau paysage multiculturel, passe aussi par l'exclusion de ceux qui ne peuvent exhiber la nouvelle identité noire, c'est-à-dire la quasi totalité des habitants de Cartagena, qui ne se reconnaît pas dans le discours *palenquero*.

Les "entrepreneurs ethniques" *palenqueros* ont été confrontés à l'expérience urbaine : c'est de leur rencontre de l'autre et de leur apprentissage d'un mode de vie caractérisé par des relations multiples et partielles, que naît leur affirmation d'une spécificité culturelle. Mais cette expérience du pluralisme et de la fluidité des identifications laisse place à la construction d'un territoire mythique, le village de Palenque de San Basilio, terre africaine de la région Atlantique, suffisamment symbolique pour constituer une ressource idéologique mobilisable, suffisamment objectif pour légitimer l'émergence d'un acteur ethnique. La référence à ce territoire tout à la fois imaginaire et réel agit alors comme une ressource mobilisée dans le processus de construction identitaire et contribue à la formation d'une "identité ethnique" telle que la revendiquent les leaders *palenqueros* de Cartagena.

D'une certaine façon, c'est la population de Cartagena dans son ensemble qui sort doublement discriminée du fait de l'émergence de cette nouvelle barrière ethnique : une première fois par son exclusion de la citoyenneté effective, une deuxième fois par son exclusion du droit à la différence. Une première fois parce qu'elle est noire, une deuxième fois parce qu'elle n'est pas assez noire. Plus encore : l'association du principe démocratique d'égalité et l'affirmation récente du multiculturalisme privent finalement la majorité de la population de toute possibilité de revendication identitaire. D'où le paradoxe : le demi succès de l'égalitarisme républicain explique sans doute le demi échec de la discrimination positive. Car l'obsession de la différence, l'instrumentalisation du multiculturalisme, l'affirmation de l'ethnicité, produisent aussi l'exclusion de qui ne peut décliner l'identité montrée en exemple.

Les célébrations actuelles du *cabildo* actualisent une tradition de marronnage moins connue (car moins violente et moins visible) qui ne prend ni la forme d'une appropriation communautaire de l'espace urbain, ni celle d'une citadinité désincarnée. Les *cabildos* étaient, à l'époque coloniale, des espaces réservés aux esclaves qui, le temps d'une journée, délaissaient leur travail pour revêtir les habits du maître, faire la fête, écouter leurs musiques, danser en

toute liberté, pratiquer leurs cultes religieux. Au milieu des années 1980, un groupe d'habitants de Getsemaní, quartier présenté comme celui des esclaves et des artisans mulâtres, décide de réactualiser la tradition des *cabildos* en organisant des défilés et spectacles. En choisissant la date du 11 novembre pour ses célébrations, le Cabildo vise à redonner aux fêtes de novembre leur caractère populaire et leur authenticité perdus avec la main mise du Concours National de Beauté et l'imposition d'intérêts venus de l'extérieur. Composé d'une quarantaine de groupes en 1998, le Cabildo a défilé le long du Paseo Bolívar, l'un des axes de communication les plus importants de Cartagena, avant de rejoindre Getsemaní. Après avoir rendu hommage au dieu yoruba Oyá, il célèbre cette année-là La Ceiba, arbre au travers duquel les orishas communiqueraient avec les hommes, présenté comme un double symbole de l'Amérique et de l'Afrique par Nilda, reine du Cabildo¹.

Le Cabildo fut l'occasion d'un travail de compilation d'histoires orales des habitants du quartier de Getsemaní et de recherches sur les traditions festives et religieuses de la ville. La réappropriation de l'histoire accompagne un programme d'éducation, de participation citoyenne, de construction de citoyenneté qui s'incarne dans le projet de Gimání Cultural. Car, au milieu des années 1980, quand naissent simultanément le Cabildo et l'association Gimání, Getsemaní est un quartier dévasté, dont le déclin économique, social et même architectural est d'autant plus visible que le reste de la ville historique connaît, lui, une réhabilitation et un dynamisme liés au développement touristique et à l'arrivée de nouveaux habitants. Dans le projet de l'association Gimání Cultural, le refus de la stigmatisation raciale et du déclin socio-économique se combinent pour donner naissance à une véritable proposition politique de réinvestissement de la ville. À partir de l'organisation d'événements "civico-culturels", il s'agit d'impulser une participation citoyenne qui passe par la récupération et le développement de "valeurs civiques festives dans la ville" (programme de la Fundación Gimání Cultural, 1997 : 4).

Pour Nilda, qui veut transformer les défilés du Cabildo en carnaval, la mise en valeur de l'héritage africain ne signifie pas un repli communautaire, incarné selon elle par l'exemple des *palenqueros*, mais appelle au contraire à un élargissement de la participation populaire, où l'identification raciale prend la forme de la référence à la Caraïbe : " Les *palenqueros* veulent conserver leur race pure, ils ne se mélangent pas (...) Nous sommes plus

¹ Présentation du *Cabildo* 1998 à la presse, restaurant *La Carbonera*, 22 octobre 1998.

ouverts. Notre ville, c'est le coin de la rue et le coin de la rue, c'est la Caraïbe, avec tous ses mélanges (...) Nous voulons impliquer toute la ville, c'est un espace de participation. Le Cabildo est le canal d'expression d'un peuple Caraïbe. Cartagena est la seule ville où il n'est pas besoin de se dire caribéen pour l'être"¹.

Ici la ville semble convoquée pour donner à voir, et à vivre, une identité multiple –caribéenne- sans exclusion. La relation avec celui qui est différent n'est pas un cas particulier ou extraordinaire ; elle fait partie des interactions quotidiennes communes, elle est l'incarnation même de la question du lien démocratique (Martucelli, 1999 : 447), elle révèle les vertus propres à l'entrée dans l'urbanité et la citoyenneté. La ville, parce qu'elle oblige à la confrontation et à la coexistence sur un même territoire, rend compte des mécanismes à l'œuvre dans l'identification de soi et d'autrui ; en même temps, la gestion quotidienne de la différence participe elle-même à la production des espaces urbains, dans un mouvement de va-et-vient entre identification et territorialisation. « Toute systématisation du principe de discrimination positive qui tendrait à établir qu'un espace juste est un espace approprié aboutit à nier deux fondements de la ville et de l'urbanité : la coprésence et ses conséquences (les deux formes du droit de visite – l'intrusion et le sens commun) et la mobilité » (Joseph, 1995 : 35). Plus qu'un échec, le faible développement du multiculturalisme à Cartagena peut être perçu comme la conséquence de la prégnance de processus d'identification situationnels et interactionnels, à travers lesquels les habitants de Cartagena construisent simultanément leur droit à la citoyenneté et leur droit à la différence –et à l'indifférence. Qualifiant en situation les passants et leur environnement, ils font du contrôle du face-à-face avec autrui une forme de mise à l'épreuve du lien démocratique à l'échelle micro-sociale et une étape vers la revendication citoyenne.

Carte 2 : la ville de Cartagena

3. TUMACO, UNE VILLE A LA RECHERCHE DE SON IDENTITE

Marquée par la marginalité, la pauvreté, l'insalubrité et l'analphabétisme, sous-développée au regard même des normes du pays, la ville de Tumaco n'en est pas moins, pour les habitants de cette partie sud du littoral pacifique, la façade de la modernité, le

¹ Entretien, 7 janvier 1998.

pôle d'activités économiques, du marché du travail, de l'offre en éducation et en santé qui n'existe pas en milieu rural, des échanges commerciaux intenses, de possibilités de départ ou d'arrivée (migrations, mobilités). De nombreux habitants dénoncent, en filigrane ou explicitement, l'abandon de la ville et de la région par les gouvernements national et départemental, comme portant la marque d'une discrimination à l'égard d'une population en majorité noire, qui n'aurait pas accès aux bénéfices de la modernisation et de la croissance économique qu'a connues le pays depuis une trentaine d'années à cause d'un racisme non déclaré. Tumaco, ville noire abandonnée par le gouvernement, se retrouverait « orpheline du pouvoir » (Hinestroza, 1993) au point même de rechercher d'autres attaches du côté de l'Équateur (menaces séparatistes récurrentes depuis plus d'un siècle).

L'histoire de la ville et de son développement somme toute récent (XIX^e siècle) nous permettra de mieux comprendre qui sont les acteurs sociaux qui se sont engagés dans la construction de l'espace urbain. À travers les modalités de répartition et d'éventuelle ségrégation des espaces résidentiels mais aussi des espaces publics et de leur usage, on pourra alors évaluer le rôle joué par la dimension socio-raciale dans l'organisation urbaine. Enfin, on s'interrogera sur le renouveau identitaire noir des années 1990 et son rapport à la ville empreint de contradictions : en effet, l'identité noire reconnue et fondée –légalement– sur l'appropriation territoriale rurale, serait en quelque sorte déniée aux urbains, alors qu'elle est largement portée et diffusée par eux (mieux scolarisés et intégrés aux réseaux nationaux et internationaux des mouvements noirs).

3.1. Les acteurs de la construction de l'espace urbain

L'histoire récente de Tumaco est rythmée par des désastres ou des événements violents qui restent dans la mémoire de la ville : l'incendie de 1947, le raz de marée de 1979, une grande manifestation de révolte populaire connue comme « le Tumacazo » en 1986, ont marqué des ruptures dans les dynamiques économiques et démographiques de la ville et de sa région.

Originellement petit bourg côtier sans importance économique, peuplé essentiellement de natifs noirs et d'une poignée de commerçants et fonctionnaires blancs, Tumaco s'affirme comme port et centre d'activité régional au début du XX^e. L'exportation de produits forestiers (caoutchouc, *corozo* ou « ivoire végétal ») récoltés par les natifs et vendus par les négociants, attire une population étrangère (essentiellement italiens, allemands, français) qui construit la ville à son image : à proximité des quais,

autour d'un parc central flanqué de l'église, du palais municipal, de la douane et plus tard de l'office notarial, les grandes familles blanches construisent leurs demeures et leurs maisons commerciales. Les noirs habitent aux alentours et dans les interstices de la ville, entre les villas des blancs. Dans les années 1930, les descriptions présentent Tumaco comme la métropole du sud, un port ouvert sur l'étranger, une ville moderne (voirie, électricité), lettrée (plusieurs écoles), riche en commerces et maisons de négoce, avec un début d'activité de manufacture (fabrique de boutons dans le quartier de la Taguera) (Merizalde, 1921 ; Minaudier, 1992 ; Restrepo, 1999a).

La faillite du modèle d'extraction-exportation de produits naturels, concurrencés par les dérivés du pétrole, affaiblit les élites négociantes à partir des années 1940. Le terrible incendie de 1947, qui ravage la ville, accélère leur perte. Beaucoup se replient sur les villes de l'intérieur et quittent définitivement Tumaco. Avec l'incendie, les lieux forts qui structuraient la ville et symbolisaient les pouvoirs administratif, politique et religieux ont disparu dans les flammes (cathédrale, palais municipal, notaire et justice, résidences autour du parc Colon). Autour du parc Colon, seule la cathédrale est rebâtie, alors que la mairie est transférée dans la rue principale et les maisons des grandes familles reconstruites sans les luxes d'antan. Malgré plusieurs projets¹ et quelques quartiers reconstruits, aucun programme global de reconstruction urbaine n'est réalisé. La ville s'enfonce dans le marasme économique, jusqu'au début des années 1970 lorsqu'un vaste projet d'industrialisation se développe autour des activités forestières et de transport maritime. Mais le répit sera de courte durée. L'un et l'autre secteur d'activités, après avoir employé une abondante main d'œuvre urbaine, périclitent à la fin des années 1970, pour des raisons diverses mais convergentes (modification de la législation forestière qui restreint l'exploitation, concurrence du port de Buenaventura pour le fret, mauvaise gestion du port, ensablement). L'amorce de prolétariat urbain noir qui s'était formé à cette occasion, après une forte mobilisation populaire en 1977 – avec l'appui des syndicats et de quelques universitaires de l'intérieur – disparaît de la scène politique et même économique.

Dans le même temps, la croissance urbaine est alimentée par les migrations rurales de proximité. Malgré le délabrement unanimement dénoncé, la ville reste la seule fenêtre ouverte sur un possible progrès pour l'essentiel d'une population rurale aspirant à un meilleur avenir (santé et éducation des enfants). La ville

¹ Dont certains fort ambitieux, comme le Plan de Reconstruction Urbaine auquel participa Le Corbusier et un groupe d'experts nationaux, et auquel on doit l'urbanisation de l'île du Morro (Alvarez, 1999 : 200)

s'agrandit sur ses marges marécageuses ou sableuses, face à l'océan. La population urbaine qui avait doublé entre 1950 et 1964, est encore multipliée par deux entre 1964 et 1985, pour atteindre environ 50 000 habitants en 1985 et 77 000 en 1998.

À partir de la fin des années 1980, les autorités gouvernementales commencent à investir dans des projets de développement régional pour le Pacifique. Le rôle de la ville comme porteur de modernité y est affirmé et les grands programmes Pladeicop (années 1980), puis *Plan Pacífico* (années 1990), ont des volets d'aménagement urbain. À Tumaco, ils concernent principalement les réseaux d'assainissement et d'électricité (l'interconnexion avec le réseau national ne se fera qu'en 1994), la voirie (le centre est enfin goudronné en 1984), les infrastructures éducatives et sanitaires. De plus, deux programmes importants tentent de réorienter le développement urbain vers le continent (Alvarez, 1999).

En un demi-siècle (1940-1990), Tumaco est devenue la troisième ville du Pacifique après Buenaventura et Quibdó, une ville dont la structure a été profondément bouleversée (carte 3). Les disparités socio-économiques se traduisent désormais dans l'espace urbain par la prolifération des quartiers d'invasion bâtis dans un enchevêtrement labyrinthique de maisons en bois sur pilotis, sans installation sanitaire ni réseaux légaux d'électricité, sur les espaces marécageux pris sur la mer, largement stigmatisés par les habitants du centre, qui y voient des foyer d'insécurité et de délinquance (Restrepo 1999b)¹. À l'opposé, à l'extrême nord de l'île, un quartier riche se développe autour de l'ancien quartier des cadres des scieries –Miramar- où de vastes demeures sont construites, parfois d'un luxe ahurissant lié sans doute au trafic de drogue en pleine croissance. Le centre ville a lui-même beaucoup changé. Le parc Colon, symbole d'une hégémonie blanche désormais dépassée, est délaissé, voire abandonné, en tous les cas « ex-centré ». Les centres d'activités – surtout commerciales- se sont déplacés vers un noyau urbain quadrillé par des rues assez larges et bordées de maisons habitées par la classe moyenne, blancs –minoritaires- et noirs confondus. La mairie, assiégée en permanence par la foule des administrés, est le carrefour de la circulation et des mobilités quotidiennes.

Tableau 3 - Résumé de la construction de l'espace urbain à Tumaco

¹ En 1998 (PODM, 1998), on évaluait à 26 % de la population urbaine la proportion qui n'avait pas de logement en propriété (*vivienda propia*), et à 6 000 le déficit de logements dans l'aire urbaine (environ 200 hectares de sol urbanisable).

Périodes :	Fin XIX ^e à 1949	Années 1950 à 1970	Années 1980	Années 1990	Actuel-2000
Événements marquants :	Raz-de-marée 1906 Incendie 1947-49	Raz-de-marée 1979	Tumacazo 1986	Infrastructures 1994-96	Amplification du conflit armé : guérilla, milices paramilitaires
Évolution des structures urbaines :	Parc Colon	Quartiers de reconstruction, le centre quadrillé, premiers quartiers lacustres	Invasions et quartiers lacustres. Premier projet Ciudadela	Infrastructures collectives, Deuxième étape de La Ciudadela	Quartier Miramar, visibilité de l'économie de la drogue
Acteurs du développement urbain :	Négociants blancs et construction d'une ville « moderne » pour l'époque	L'État et les grands projets de modernisation économique L'abandon urbain	Début des politiques urbaines	Décentralisation, programmes de développement régional (Plan Pacífico, PBP)	
Phénomènes de migration	Hégémonie blanche	Départ des blancs et immigration rurale	Immigration rurale vers Tumaco et émigration extérieure au municípe	Augmentation de l'immigration <i>paisa</i>	
Population urbaine (recensements DANE)		12 700 en 1951* 25 150 en 1964*	44 800 en 1973* 48 600 en 1985*	71 000 en 1993*	76 800 en 1998**
Taux d'urbanisation dans le municípe		30 % en 1951* 38,3 % en 1964*	51,3 % en 1973* 49,8 % en 1985*	54,6 % en 1993*	52 % en 1998**
Activités économiques	Extraction, négoce, exportation	Bois, Port	Années de crise Premières cultures de coca	Administration, Palmiculture Élevage de crevettes	Palmiculture, Extension des cultures et du trafic de coca

Sources : * recensements DANE , ** Projection Oficina de Plantación municipal, Plan operativo de desarrollo municipal, Municipio Tumaco, 1998

Tumaco a été une ville construite sur et pour la mer, pour le trafic maritime, par une classe de négociants souvent étrangers et cosmopolites, qui y importèrent un modèle de ville conforme à leurs besoins. Les désastres (incendies, raz de marée), la ruine des activités d'extraction et d'exportation, l'échec des tentatives d'industrialisation, liés à l'abandon persistant des autorités

centrales envers ce bout de monde, en ont fini avec les anciennes marques territoriales qui rappelaient les origines « étrangères » (blanches) de Tumaco (tableau 3). Les dynamiques urbaines récentes s'accompagnent d'un basculement du centre de gravité de la ville, qui se tourne vers le continent au détriment de son « arrière-pays » fluvial et maritime (les villages des rivières). L'abandon institutionnel correspond clairement à la sortie des « grands blancs » et à l'arrêt des investissements économiques dans la région. Tumaco devient « ville noire » à mesure qu'elle s'appauvrit. La dégradation urbaine a été telle que la population locale –noire et métisse¹- s'est rebellée à plusieurs reprises : lors des grèves de 1977 pour protester contre la fermeture des scieries, avec le Tumacazo en 1986 ou plus récemment, en 1994, lors de grandes manifestations contre l'état déplorable du système d'adduction d'eau potable. À chaque fois, les dénonciations de « l'abandon institutionnel » mentionnent plus ou moins explicitement la discrimination raciale dont souffrirait Tumaco et sa population « native ». Les paragraphes qui suivent cherchent à comprendre comment s'exprime, dans l'espace urbain, cette dimension socio-raciale qui marque l'identité de Tumaco.

3.2. Ségrégation spatiale et investissement dans l'espace

Dans le Tumaco d'aujourd'hui, on ne peut pas parler de ségrégation raciale sur le plan résidentiel, même si les pratiques ségrégatives, elles, existent bel et bien. Il n'existe pas de « quartiers noirs » ni de « colonies » blanches, mais aucun blanc n'habite les quartiers pauvres, et peu de noirs le quartier « chic » de Miramar. De plus, deux processus convergent pour alimenter chez les habitants des quartiers populaires un sentiment de profonde discrimination : la spécialisation des activités, associées chacune à des groupes socio-raciaux ou d'origines différenciées, et la forte ségrégation socio-économique qui, sans se superposer strictement aux clivages socio-raciaux, entretient toutefois les barrières entre les groupes.

Malgré l'absence de marquage spatial résidentiel, les groupes socio-ethniques sont clairement identifiés dans la ville. Les « non natifs » - euphémisme de « blancs »- sont souvent nommés globalement sous le générique *paisa*². Mais très vite les différences

¹ Le terme « métis » n'est pas employé localement. Il est ici utilisé en référence aux blancs restés sur place après les faillites des années 1950-60, et qui ont fréquemment établi des alliances avec les habitants « natifs », noirs. Ils se perçoivent eux-mêmes « *tumaqueños* », parfois « *mulatos* » ou « *blancos* », selon les contextes.

² Voir la définition du terme en annexe 4 ; à Tumaco l'appellation *paisa* s'étend à l'ensemble des immigrants blancs de l'intérieur du pays.

apparaissent en fonction des activités. Les « vrais *paisas* », originaires d'Antioquia, tendent à se spécialiser dans le commerce de détail (alimentation, vêtements, droguerie, vente de matériaux, etc) ; ils occupent le centre commerçant, autant pour leurs résidences que leurs activités. Les descendants des négociants d'origine étrangère ou de l'intérieur du pays mais installés depuis plusieurs générations à Tumaco ont plutôt investi dans la pêche et le commerce de poissons (gros et détail), le long des quais. Ils habitent de belles maisons, dans le centre. Les *pastuzos* ou *serranos*, originaires de la sierra voisine, composent l'essentiel de l'appareil technique et administrativo-politique de la ville, sans occuper de niche résidentielle spécifique. Enfin, les *vallunos* (du département de Valle del Cauca, Cali) ont investi le champ économique agro-industriel depuis les années 1970-80, sans pour autant résider de façon permanente à Tumaco. Ensemble, ils constituent au plus 8 % de la population urbaine mais contrôlent l'essentiel des leviers du développement politique et économique de la ville (estimation donnée par l'Episcopat, source la plus « fiable » en ce domaine). En revanche, le marché et les rues adjacentes sont presque entièrement investis par le petit commerce local, souvent de simples étals branlants mal approvisionnés, tenus par des femmes de Tumaco ou des environs, beaucoup d'entre elles migrantes des rivières. Et dans les quartiers périphériques, les commerces (alimentaires pour la plupart) sont encore aux mains des populations natives noires, même si les *paisas* commencent à investir de plus en plus loin du centre.

Au-delà de la résidence et des zones d'activités, les modalités d'usage quotidien des espaces diffèrent selon les groupes sociaux. Dans les espaces privés, les types d'habitat renseignent aisément sur la classe socio-économique, comme partout, mais aussi sur l'identité culturelle et l'origine rurale ou urbaine de ses habitants : présence et importance de l'arrière-cour, distribution des espaces masculins et féminins, ouverts et fermés (Mosquera, 1993 ; Alvarez, 1999). Les espaces domestiques, même s'ils peuvent être voisins, sont ainsi clairement différenciés et relativement hermétiques les uns par rapport aux autres, comme l'indique le dicton local : « *a casa de paisa, negro por fuera* »¹.

D'autres espaces privés fonctionnent ou ont fonctionné séparément, non plus au niveau individuel ou familial mais comme des lieux de ségrégation ouverte qui entretiennent la mise à distance entre les « collectifs » racialement différenciés. Ainsi des clubs ou lieux de loisirs et sociabilité. Le premier « salon » (Salon Nariño) était explicitement fermé aux noirs jusqu'aux années

¹ « un noir n'entre pas dans une maison de *paisa* ».

1940, et consacré à des *tertulias* et jeux de société entre gens de bien (« *señores de bien* »). Le « club privé » qui lui a succédé (Club Tropical), bien que fondé sur l'actionnariat, était tout aussi fermé aux noirs. Tous deux étaient situés autour du parc Colon et la Taguera, dont on a vu la fonction symbolique de représentation de la place de l'élite dans la ville. Plus tard les discothèques se multiplièrent dans la ville mais avec des clientèles séparées ; en 1975 encore, l'une d'elle interdit son entrée à un client noir accompagnant une femme blanche. Le client en question s'avéra être Willington Ortíz, footballeur de renommée nationale, et l'affaire fit du bruit. L'élite locale se retrouve aujourd'hui dans un « *club campestre* » où peuvent adhérer les noirs « s'ils en ont les moyens »¹.

Les espaces publics n'échappent pas à ces distinctions et ces appropriations séparées : le pont, qui chaque fin de semaine se transforme en gigantesque lieu de rumba (musique et danse), se voit approprié par les jeunes noirs dans sa partie nord, par les *paisas* dans sa partie sud. Ces derniers expliquent que l'extrémité nord est « plus dangereuse », là où il y a « trop de noirs ». La plage du Morro, lieu de détente prisé par la jeunesse locale en semaine, devient domaine exclusif des familles de touristes *paisas* et *pastuzas* en période de vacances scolaires. Un même espace acquiert des « qualités » et des sens différents dans le temps. Les habitants-usagers possèdent la compétence sociale pour décrypter les codes qui y sont associés (Cunin, 2001), et chacun connaît très bien les lieux et les heures où tel ou tel endroit sera « sien ». Ainsi la discrimination ne s'inscrit pas dans l'espace construit, mais dans l'espace pratiqué, dans l'usage que les différents acteurs, individuels et collectifs, en font.

Pour autant, malgré ces micro-ségrégations et ces stratégies d'évitement mutuel, la co-existence est plutôt faite de « convivialité distante », au moins dans la journée et dans les espaces publics. Les comportements spatiaux des uns et des autres sont plutôt à relier à leurs attentes respectives. Tant que les blancs avaient un « projet de vie » dans la ville, ils intervenaient directement sur son organisation politique et matérielle. Les premiers colons et leurs descendants, négociants pour la plupart, avaient investi dans la construction de la ville : lieux symboliques, ségrégation résidentielle, espaces privés séparés. Désormais, tout se passe comme si les blancs, tout en conservant et en entretenant leur domination économique et politique, n'investissaient plus l'espace urbain sur le plan symbolique, se bornant à en utiliser les éléments nécessaires à leur reproduction et expansion économique.

¹ Entretien avec un commerçant *paisa* de Tumaco, avril 2000.

On peut lire dans ces pratiques spatiales la différence entre les blancs installés depuis des générations, parfois appauvris et le plus souvent métissés, et les nouveaux venus qui ne font qu'exploiter les ressources locales, sans s'investir socialement ni symboliquement dans le local, sans se projeter dans un futur ancré dans la ville. C'est ce qui expliquerait l'absence de ségrégation résidentielle : loin de signifier une absence de discrimination et de racisme, elle en serait au contraire l'expression la plus achevée. Aux yeux des *paisas*, l'espace local, et par extension la société locale, ne seraient même pas dignes d'intérêt autre qu'économique. Habitant à Tumaco, leur espace de référence continue à être celui « de l'intérieur », et c'est là-bas qu'ils investissent dans des objets ou des pratiques ostentatoires, qu'ils entretiennent leurs réseaux d'alliance, qu'ils entrent dans la compétition sociale « entre pairs ». La ville d'origine représente « une base », « la sécurité », « l'avenir des enfants » (frères *paisas* arrivés entre 1985 et 1990). Avant, « quand on réussissait, on allait vivre à Cali et, de là, on administrait ». Désormais, la crise aidant, il est tout aussi difficile d'investir à Cali et « on reste ici » un peu plus qu'auparavant¹. Ce qui d'ailleurs commence à se voir dans l'espace urbain avec des investissements somptueux dans le nouveau quartier Miramar, confirmant ainsi notre hypothèse.

La ville est un espace de production et reproduction sociale pour ses habitants natifs (noirs, métis ou blancs confondus), alors que pour les nouvelles élites –blanches– il y a dissociation entre lieu d'accumulation économique et lieu d'investissement social. Il n'y aurait donc pas de problèmes de frontières ou d'exclusion spatiale dans la ville, puisque la compétition se joue ailleurs, à une autre échelle. On ne trouve pas ici d'expression de la « lutte des lieux »² telle qu'elle est constatée dans de nombreuses villes américaines où chaque groupe social est associé à des quartiers ou des espaces précis. À Tumaco, l'affichage de la position de pouvoir/subordination dans la société locale ne passe pas principalement par un marquage spatial résidentiel, mais plutôt par les modes d'usage de l'espace.

3.3. Le débat politique : la dimension ethnico-raciale à la ville et à la campagne

Les manifestations collectives urbaines des années 1980 se sont faites sur le thème du respect d'une identité locale, *tumaqueña*, opposable aux impositions venues « du centre », alternativement

¹ Entretien avec un commerçant *paisa* de Tumaco, avril 2000.

² L'expression est de Raúl Villa, dans un travail sur Los Angeles (Monnet, 2001).

qualifié de *pastuzo*, *andino* o *serrano* (Hoffmann, 1999b). Le passage de « l'identité locale » à l' « identité noire » est plus tardif, et directement liée à l'évolution des discours globaux qui reconnaissent une spécificité aux « communautés noires », au sein de la Nation, à partir des années 1990. Avec l'émergence d'un discours identitaire qui s'appuie sur la nouvelle Constitution et la Loi 70 de 1993, l'ethnicité noire se définit par l'appartenance à un territoire et à un groupe délimité par son ancrage spatial, et par le respect des pratiques traditionnelles qui modelèrent l'espace rural et qui en justifient aujourd'hui la propriété (collective dans ce cas). Fondé sur des préoccupations urgentes et fondamentales – garantir la sécurité foncière des communautés rurales –, ce discours enferme l'ethnicité noire dans sa seule dimension rurale et territoriale. Il est dès lors inaccessible aux urbains, qui composent la majorité de la population noire colombienne, et la moitié de la population du municipe de Tumaco. Sans territoire ni « ancestralité » avérée, ceux-ci ne peuvent se prévaloir d'une ethnicité noire telle qu'elle se construit dans les sphères politiques, académiques et d'ONG, qui se concentrent sur les processus liés à la Loi 70.

Avant même la Loi 70, les citoyens avaient eux aussi développé un discours ethnique, sans toujours lui donner ce nom, autour notamment de revendications et de pratiques culturelles spécifiques (danse, théâtre, musique). Particulièrement actif à Tumaco (Aristizabal, 1998 ; Agier, 2001), le « secteur culturel » s'est massivement investi dans la mobilisation identitaire des années 1990. Avec des attaches villageoises souvent proches dans leurs généalogies familiales, certains d'entre eux assument la lourde tâche de diffuser et d'expliquer les nouvelles dispositions législatives à un monde rural encore très marginalisé. Capables de comprendre le nouveau langage juridique et de le traduire en ressources tangibles pour les paysans (l'accès au territoire), ils sont également en mesure de discuter avec les décideurs et de se transformer ainsi en médiateurs indispensables, en tant que dirigeants ou assesseurs des organisations paysannes et ethno-territoriales qui se multiplient à partir de 1993.

Avec l'intensification de la mobilisation dans toute la région, ces « intermédiaires ethniques » occupent maintenant une place de plus en plus importante sur les scènes locales et régionales. Et la complexité des dossiers à gérer impliquant une certaine professionnalisation, ils deviennent de véritables « entrepreneurs », qui dépendent de leur office de médiation pour leur survie économique, sociale et politique. Ce secteur urbain s'agrandit de jour en jour, et aspire à peser sur les orientations globales prises par les sociétés dont il est issu. Autrement dit, les entrepreneurs

ethniques se transforment en interlocuteurs politiques et revendiquent à ce titre un droit de parole qui concerne « les affaires de la cité », y incluant évidemment les affaires de la ville. Si l'ethnicité s'est construite en référence à la campagne et au territoire, seul lieu où, comme nous l'avons dit plus haut, « le modèle ethnique » fonctionne, elle légitime désormais des acteurs sociaux et politiques strictement urbains. La recomposition du paysage politique urbain se fait à partir d'une reconnaissance acquise en milieu rural. On voit même des militants du mouvement noir écartés des équipes dirigeantes au titre de ne pas avoir de « racines rurales » suffisamment proches pour avaliser leurs pratiques politiques. La ville suscite ainsi la mythification d'un monde rural tenu comme source de l'identité ethnique, qui s'accompagne d'une survalorisation de la tradition et des « coutumes rurales » que les urbains redécouvrent et codifient selon leurs besoins. On retrouve là des processus communs à d'autres situations analysées plus haut à propos du Palenque de San Basilio, à Cartagena. À défaut de territoire, la mémoire du territoire fournit la base identitaire indispensable aux individus et aux groupes qui se réclament de l'ethnicité noire dans leurs activités publiques et politiques. Les origines rurales, en fournissant en quelque sorte un accès symbolique au territoire, seraient seules garantes de l'ancestralité, qui conditionne à son tour l'identité ethnique. Et celle-ci peut alors se valoriser sur le marché politique urbain (partis, associations, etc.).

Au-delà de ce que l'on pourrait à tort interpréter comme une simple instrumentalisation, l'introduction de la problématique ethnique oblige les appareils administratifs et politiques à revoir leurs programmes, leurs discours, et leurs modes de recrutement. La ré-appropriation de la ville par les natifs, dont on a vu les composantes démographiques et culturelles, passe désormais par la politique et la construction d'une « légitimité noire » opposable aux « autres » (blancs, *pastusos*, *vallunos*, *serranos*, *paisas*). On assiste à un transfert de la problématique ethnique noire du rural vers la ville, sans que, jusqu'à aujourd'hui, il ait donné lieu à des reconstructions de discours. Ceux-ci s'élaborent dans la « douleur existentielle » (« *el dolor del Ser negro* », Grueso *et alii*, 2001) de nombreux individus qui « cherchent leur place » en dehors des schémas réducteurs d'ethnicité légalement institués. Devant l'impasse de l'ethnicité noire enfermée dans sa dimension rurale et territoriale, ils recherchent du côté de la dimension raciale et politique ce qui ferait la « spécificité » des populations noires : le fait d'être de couleur noire (phénotype) et donc exposé à la discrimination quotidienne et institutionnelle, et le fait d'appartenir à un collectif historiquement marginalisé par les autorités

gouvernementales, à tous les niveaux. La définition de « l'Être noir » relèverait dès lors de l'altérité dans la subordination ou la révolte, du rapport à l'autre et à la société, et non pas de l'identité fondatrice propre à une « culture afrocolombienne » immanente.

Les nouveaux enjeux identitaires, pour les noirs, sont clairement urbains¹. Mais peut-être n'ont-ils jamais cessé de l'être ? À propos des esclaves marrons rebelles de la vallée du Patia au XVIII^e siècle, Zuluaga conclut : « on pourrait dire que l'impetu libertaire de la population de couleur est toujours associé à la constitution de nouveaux quartiers urbains ou semi-urbains » (1994 :251). Et la ville a toujours constitué le refuge par excellence des noirs qui, à défaut de territoires stables et reconnus, savaient s'y construire des « lieux » intimes, fussent-ils éphémères comme ces tavernes ou ces coins de rues investis certains soirs par les noirs dans le Lima du XVIII^e : « un lieu où on est connu et reconnu, lieu protégé, lieu où se déroulent les échanges et les obligations réciproques » (Cuche, 1981 : 110). Le détour par le territoire rural était sans nul doute indispensable à la reconnaissance des noirs comme groupe ethnique par la société nationale. Nombreux sont les militants de la cause noire qui cherchent désormais en ville de nouvelles formes de territorialité, de légitimité et de citoyenneté.

Carte 3 - Tumaco

4. CONCLUSION : PARADOXES, DIVERSITES ET CONSTANTES DE L'IDENTITE 'NOIRE' EN COLOMBIE

Un élément assez paradoxal, au premier abord, ressort de la mise en parallèle des conclusions obtenues dans les trois contextes urbains. Dans le premier cas, à Cali, les données statistiques mènent au constat d'une cohérence d'ensemble entre l'auto-déclaration de la couleur de peau et la caractérisation phénotypique assignée par l'enquêteur ; d'où la conclusion que l'affirmation de l'identité individuelle se fait en liaison étroite avec les catégories raciales d'usage commun et en réaction à ce qu'elles véhiculent, délimitant de fait des « groupes » socio-raciaux aux frontières lisibles et visibles. Or, à Cartagena, l'analyse anthropologique souligne le caractère situationnel, flou et multiple de l'usage des catégories raciales, témoignant du couplage des déterminations d'ordre structurel avec celles issues des interactions individuelles,

¹ Rappelons qu'on estime en 2000 à 68 % le taux d'urbanisation dans la population noire, valeur très légèrement inférieure à la moyenne nationale de 71% (Urrea et Viafara, 2000 : 3).

voire de la primatie de ces dernières. Sans s'engager sur ce terrain, l'analyse de Tumaco privilégie une autre échelle, celle de la ville dans son ensemble, comme lieu pertinent de construction et de négociation identitaire. On peut certes y voir un effet propre des démarches méthodologiques suivies, chacun trouvant de fait ce qu'il a bien voulu chercher¹. Mais l'avantage de la mise en perspective réside précisément dans ces croisements d'approches qui interdisent toute généralisation hâtive et obligent à considérer la diversité des mécanismes en jeu. Au regard des résultats énoncés, il nous faut bien admettre que coexistent des assignations extérieures apparemment indépassables –la couleur de la peau- et des négociations identitaires contextualisées, sous la maîtrise potentielle des acteurs eux-mêmes. L'identité raciale imposée (de phénotype « noir ») et l'affirmation identitaire, ethnique, raciale ou sociale négociée se combinent à des échelles sociales, spatiales et temporelles différentes et à des doses variables selon les cas, laissant aux acteurs le soin de « composer », dans les deux sens du terme –comme on compose un tableau ou comme on compose avec l'adversité-, les différentes options en fonction des contraintes conjoncturelles ou structurelles ressenties (ou perçues par le chercheur au moment de l'observation). Au-delà de leur nature différente, la juxtaposition de certains résultats autorise, nous semble-t-il, à déborder les contextes spécifiques des trois villes et les divergences disciplinaires et méthodologiques, pour proposer quelques clefs de lecture de la diversité des identités 'noires' et de leur dynamique récente en Colombie et peut-être ailleurs.

Identités et territoires : les échelles de la relation

À travers la diversité d'approches et de terrains, les travaux menés à Cali, Cartagena et Tumaco ont interrogé la notion de « territoire ethnique » : à la fois résultat d'un processus d'assignation identitaire (stigmatisation de l'autre) et territoriale (inscription dans des limites réifiées) qui ne sont pas nécessairement en correspondance directe, mais aussi d'un

¹ Renvoyer ces différents résultats aux seules approches méthodologiques adoptées (statistique, anthropologique ou historico-géographique) ne ferait qu'évacuer le problème. En effet on aurait tendance à dire que, alors que la statistique identifie et hiérarchise des déterminations par nature collectives, l'anthropologie pointe des acteurs individuels agissant dans l'irréductible variété des situations et des contextes sociaux. Pourtant, en miroir, la statistique se fonde sur des données strictement personnalisées et le plus souvent hors-contexte (ou dans le contexte très spécifique de l'enquête), alors que l'anthropologie étudie les relations, les liens sociaux, les collectivités plus ou moins formalisées dans leurs rapports réciproques. Les deux arguments sont valides, et l'on voit combien il serait vain de vouloir figer les deux approches dans une opposition irréductible.

processus, interne au groupe cette fois, d'affirmation d'une différence et d'appropriation d'une partie de l'espace. Étudiant la diaspora antillaise en Grande-Bretagne, C. Chivallon (1995, 1997) questionne les significations multiples de l'espace d'un groupe migrant à un autre. Les antillais semblent en effet se caractériser par une identité mobile et changeante, qui échapperait à la sédentarité et à la fixation territoriale. On peut se demander si ces observations ne s'appliquent pas à toute diaspora, à la diaspora noire américaine en tous cas (voir notamment les travaux de P. Gilroy (1993) sur la « Black Atlantique »). De fait, les travaux menés à Cali, Cartagena et Tumaco montrent bien la fluidité et la variabilité des liens territoriaux, elles mêmes révélatrices d'identités à la fois en relation et en devenir. Dans le même temps, la référence à un territoire-racine, imaginaire plus que vécu, n'est pas absente chez les populations noires urbaines, de même que la diaspora construit des territoires mythiques (comme le montre, par exemple, la récurrence de discours comme ceux du rastafarisme ou des afrocentrismes). Cette territorialisation subjective, mobilisée comme fondement de la différence identitaire, s'incarne dans une relation d'opposition et de complémentarité rural/urbain, aussi bien dans le cas du Palenque de San Basilio à Cartagena que dans celui des territoires des communautés noires à Tumaco. Dans les deux cas, le territoire de référence est suffisamment objectif pour mobiliser et rassembler, suffisamment imaginaire pour ne pas figer et contraindre.

En règle générale, avec de notables exceptions (le quartier de Chambacú à Cartagena ou les quartiers précaires à Tumaco), les analyses relèvent l'absence de relation systématique et durable entre espaces urbains et identités socio-raciales ; cela n'implique pas pour autant, on l'a vu, une « indifférence » socio-raciale du milieu urbain. Les réseaux d'affinité, qui en ville se substituent aux sociabilités « organiques » très prégnantes en milieu rural, intègrent la dimension socio-raciale en même temps que d'autres facteurs d'identification (parenté, classe sociale, etc.). Pour les migrants comme pour les natifs urbains, malgré leur mobilité résidentielle et de travail ([chapitres 2 et 3](#)), la ville se structure en espaces signifiants sur le plan ethnique. Mais plus que les espaces, les pratiques urbaines (circuits utilisés, fréquentation de certains lieux à certains moments, appropriation différenciée des espaces publics) informent sur les appartenances socio-raciales des acteurs. Le rapport au territoire n'est jamais neutre et il se réfère bien aux identifications assumées ou imposées, mais selon des modes qui n'ont rien de régulier ni de permanent, ni dans le temps ni dans l'espace. Les pas de temps varient, on l'a vu, de la soirée ou de l'événement (le temps de la rumba, du carnaval) jusqu'à

l'installation durable (le quartier de la ville) ou même, fut-ce sur le registre mythique, à l'ancestralité (le territoire originel). Liée à la temporalité, la diversité des échelles spatiales est également mise en évidence. L'identification ethnique prend son sens à Tumaco à l'échelle de la ville toute entière, qui apparaît comme l'unité où se joue le rapport à l'autre où s'élabore une nouvelle « ethnicité noire ». À Cali en revanche, ce n'est pas au niveau de la ville mais à celui du quartier ou du district que s'articulent les dimensions socio-raciales, ethniques et citadines, que se donnent à voir des identifications sociales marquées dans le territoire urbain. À Cartagena, les identifications ethniques se gèrent plutôt dans des espaces apparemment partagés mais qui acquièrent, par les pratiques et les significations qu'en donnent les habitants, un sens social qu'il faut décrypter avant de l'interpréter en termes simples de ségrégation ou de brassage. On voit donc combien la relation identité-territoire, loin de disparaître en milieu urbain, s'y exprime à des échelles et sous des modalités diverses, invalidant par là-même certains stéréotypes existants en matière de ségrégation urbaine ou au contraire de convivialité citadine. Ces conclusions répondent en partie aux questions posées en introduction : la ville produit de l'ethnicité dès lors que les conditions de vie en ville imposent ou suscitent des regroupements interprétés par les acteurs en termes ethniques : les « quartiers noirs » de Cali et les *palenqueros* de Cartagena en sont les exemples les plus frappants. À l'inverse, l'ethnicité nouvellement affirmée produit de la ville par les pratiques culturelles (la rumba à Tumaco ou Cali, le Cabildo à Cartagena) ou politiques (les institutions urbaines spécialisées à Cali, le Cabildo également à Cartagena) qu'elle instaure ou légitime. L'image de la ville s'en trouve modifiée, et avec elle la conception du « vivre ensemble » entre individus et groupes se réclamant d'identifications différentes.

Identités et citoyenneté : exclusion/inclusion

Des quatre éclairages portés sur différents processus d'affirmation identitaire touchant la population afrocolombienne – le modèle proposé par la loi 70 dans la région Pacifique d'abord, les trois contextes urbains ensuite – émerge un axe qui structure les variations de l'identité 'noire' le long d'une opposition entre deux définitions apparemment inconciliables. D'un côté, le principe ethnico-territorial promu par la constitution, dont l'archétype est la 'communauté noire' rurale (communautés du Pacifique, Palenque San Basilio), postule que le lien ancestral à un territoire précisément délimité est l'unique critère d'inclusion ou d'exclusion. À l'autre extrémité, on voit émerger en milieu urbain,

hors du cadre juridique précédent, différentes formes d'affirmation d'une identité afrocolombienne qui combinent les registres d'affiliation sociaux, culturels et politiques avec un point de départ commun : la perception d'une composante proprement raciale de la ségrégation résidentielle (marquage racial et stigmatisation des quartiers à forte concentration de population noire) et de l'exclusion socio-économique (discriminations dans l'accès au travail, à l'éducation, etc. inégalité des conditions de vie). L'assignation d'un 'label ethnique' à certains espaces, pas seulement urbains et autant depuis l'intérieur (dénonciation du 'ghetto') que depuis l'extérieur (stigmatisation des *barrios* et *pueblos de negros*), est à la fois moteur et résultat d'une racialisation des relations sociales qui n'est pas récente et certainement pas produite principalement, comme le disent certains analystes, par l'institution officielle et juridique du multiculturalisme. On en trouve l'exemple aussi bien à Cali, dans le district d'Agua Blanca, qu'à Cartagena, avec l'épisode de l'éradication de Chambacú et, dans une moindre mesure, l'image raciale de Getsemaní, ou encore à Tumaco et la région Pacifique, avec le déficit historique d'intégration économique, politique et culturelle à la nation et la perception globale de la ville et des 'natifs' par les *paisas*.

Le fait que ce phénomène soit commun au trois villes, et à bien d'autres contextes en Colombie et au delà, ne doit pas occulter sa diversité, ni sa dynamique : aujourd'hui, la différenciation et l'identification ethnique passent, selon les espaces considérés et au sein même de leurs populations, par des modes opératoires distincts qui, loin d'être figés, sont en évolution rapide.

Ainsi à Cali, les perceptions de l'altérité et de la discrimination de la population noire varient selon les classes sociales. Très liées à la forte ségrégation résidentielle des couches les plus pauvres, interprétées alors comme une véritable exclusion territoriale sur une base socio-raciale, elles ne sont pas, au contraire, associées à l'espace résidentiel dans le cas de la classe moyenne noire et mulâtre, plus sensible en revanche aux discriminations dans le marché du travail, le système scolaire et les espaces urbains de circulation et de consommation. Que ces enjeux sociaux n'aient pas trouvé à s'exprimer au plan électoral - l'échec des candidats se réclamant du *Proceso de comunidades negras* aux dernières élections locales à Cali et dans le département en fait foi - n'empêche pas leur traduction politique par le mouvement associatif des quartiers et au sein des JAL (*Juntas de acción local*) en termes de définition des priorités d'action sociale et de répartition des dépenses publiques.

À Cartagena, les dimensions résidentielle et socio-économique de la discrimination raciale semblent relativement occultées par la prégnance réelle du métissage, mais aussi et surtout par son rôle de paradigme fondateur de l'identité culturelle et de l'image touristique de la ville (on pourrait analyser dans les mêmes termes l'image d'harmonie multiraciale que Cali met en avant lorsqu'elle s'affirme ville festive, capitale de la Salsa). Mais les initiatives visant la reconnaissance et la valorisation des apports historiques et contemporains afrocolombiens au creuset culturel de la ville des Caraïbes (*palenqueros, cabildo*), au delà des options identitaires plus ou moins radicales, voire excluantes, qui les caractérisent, portent en elles la subversion de l'ordre racial implicitement associé au modèle de 'métissage' combinant intégration et discrimination promu par la classe dominante blanche. Une remise en cause qui ne restera sans doute pas longtemps cantonnée au terrain culturel.

Enfin Tumaco est sans doute l'exemple le plus significatif à la fois des contradictions et des perspectives sur lesquelles débouche la 'voie multiculturaliste' dans laquelle s'engage le pays. L'introduction de la problématique ethnique, plus que dans les deux autres contextes à cause de la proximité d'un territoire rural directement concerné par la loi 70, y participe d'une logique de discrimination positive, certes, mais strictement liée à une définition rurale et territoriale de l'ethnicité noire qui exclut la population urbaine, d'ailleurs dans sa grande majorité d'origine rurale récente. Par ailleurs, l'histoire de la ville montre comment l'identité locale *tumaqueña* contemporaine n'intègre la majorité noire de la population native qu'au cours du processus de paupérisation de la ville et de sa région, et au prix d'une marginalisation socio-économique et politique durable ; ce sentiment d'exclusion devenant constitutif des identités 'noires' régionales aussi bien rurale qu'urbaine.

La vision en perspective des trois contextes conduit à une dernière conclusion, cette fois de portée plus générale. S'il est acquis que l'existence, avérée ou perçue, d'une dimension raciale irréductible dans la segmentation résidentielle, économique, sociale et culturelle de la ville, est le support de constructions d'identités individuelles et collectives 'racialisées', ces dernières ne sont pas pour autant, dans la plupart des cas, l'expression d'une crispation ethnique, d'un repli sur une communauté excluante. Dans le rapport multiple et complexe à la ville qui détermine les perceptions de l'altérité (aspiration d'accès aux biens, services et marchés urbains, pratiques d'usage résidentiel, économique et social de la ville, positionnement face aux pratiques sociales et spatiales de l'autre, etc.), l'affirmation d'une identité

afrocolombienne participe au contraire d'une revendication de citoyenneté trop longtemps niée ou dévaluée pour cause d'identité différente, justement, mais jamais exposée; juste retour des choses peut-on penser. Nous ne voyons pas en tout cas, dans ce processus, de contradiction entre le principe citoyen universel et la réaffirmation d'un particularisme ethnique, mais bien au contraire une tension créatrice, dans le sens où cette nouvelle vision nous contraint à renouveler notre mode de compréhension du monde. La ville est à cet égard un « laboratoire » éclairant, si l'on suit I. Joseph : « C'est au cœur même de la tension entre proximité spatiale et distance sociale et ethnique qu'elle (la ville) fait travailler le lieu commun. Les villes ne sont ni des dispositifs d'assimilation, ni des opérateurs d'intégration. Au contraire, elles produisent de la dissimilarité, de la ségrégation et de l'exclusion. Simplement, par la visibilité qu'elles imposent à ces processus de mise à distance et par le fait que les seuils qu'elles fabriquent sont exposés, elles dramatisent la question de l'égalité d'accès, de l'appartenance communautaire et de la citoyenneté : elles passent ces notions au crible de la critique publique, elles multiplient les médiateurs et les médiations » (1994 :7).

Aujourd'hui, du point de vue des leaders du mouvement noir, le combat pour la reconnaissance ethnique se joue en ville, c'est-à-dire là où il n'y a pas de relation évidente identité-territoire, là où chacun se définit par ses propres pratiques, sans définition exogène stable ni « communauté » instituée par l'État ou les législations (comme l'INCORA et la Loi 70 en milieu rural). Pour les décideurs chargés de concevoir les politiques publiques, la ville oblige à imaginer de nouveaux modes de gestion de la différence, revendiquée sous l'angle d'une compétition plus égalitaire autour de l'espace urbain et de ses ressources (emploi, logement, loisirs, services). Tant les acteurs sociaux que les institutions recherchent désormais une nouvelle définition de l'être-en-ville, où la reconnaissance de l'ethnicité et de la dimension raciale se combinerait à des revendications citoyennes plus globales et partagées par l'ensemble de la population (demande de plus grande participation politique, exigence de respect, dignité, etc.).

BIBLIOGRAPHIE¹

Agier M. 1999, *L'invention de la ville*. Ed. des Archives Contemporaines, Paris, 173p.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

- BARTH Frederik, 1995, « Les groupes ethniques et leurs frontières » in Ph. POUTIGNAT, J. STREIFF-FENART, *Théories de l'ethnicité*, Paris : PUF, pp. 203-249.
- Brun J., Rhein C. (dir.) 1994, *La ségrégation dans la ville*, Paris : L'Harmattan, 258p.
- Chapoulie J.-M. 2001, *La tradition sociologique de Chicago : 1862-1961*, Paris : Le Seuil, 496p.
- Chivallon C., 1995, " Les espaces de la diaspora antillaise au Royaume-Uni. Limites des concepts socio-anthropologiques", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°68-69, pp. 198-210.
- Chivallon C. 1997, " Du territoire au réseau : comment penser l'identité antillaise ", *Cahiers d'Etudes Africaines*, XXXVLL (4), n° 148, pp. 767-794.
- Cuche D. 1981, *Pérou Nègre*. L'Harmattan, Paris, 191p.
- Gilroy P. 1993, *The Black Atlantic. Modernity and Double Consciousness*. London, Verso, 1993, 261p.
- Hannerz U. 1980, *Explorer la ville. Eléments d'anthropologie urbaine*, Paris : Les Editions de Minuit, 418p.
- Joseph I. 1994, « Le droit à la ville, la ville à l'œuvre. Deux paradigmes de la recherche ». *Les annales de la recherche urbaine* 1994, n°64, pp4-10).
- Joseph I. 1995, « Reprendre la rue », in *Colloque de Cerisy (textes réunis par I. Joseph), Espace public et culture dramaturgique*, Paris : Editions Recherches - Plan Urbain, pp. 11-35.
- Lestage F. 2001 « La « adaptación » del migrante, un compromiso entre varias representaciones de si mismo », *Scripta Nova, Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, Universidad de Barcelona, n°94 (16), 1 de agosto de 2001.
- Martuccelli D. 1999, *Sociologies de la modernité*, Paris : Folio Essais, 710p.
- Mitchell J.C. 1987 « The situational perspective » pp1-33 dans *Cities, Society and social perception. A central african perspective*, Oxford, Clarendo Press.
- Monnet J. 2000, "La ville comme OSSI (Objet Socio-Spatial Identifiable). Les catégories de l'expérience et de la connaissance de l'espace urbain" in G. Capron, J. Monnet (éd.), *L'urbanité dans les Amériques. Les processus d'identification socio-spatiale*, Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, Villes et Territoires n° 14, pp. 19-39.
- Monnet J. 2001. "Las escalas de la representación y el manejo del territorio", pp109-121 en B.Nates Cruz (comp.) *Territorio y Cultura*, del

campo a la ciudad. Ultimas tendencias en teoría y método, Abya-Yala, U. de Caldas, Alianza colombo-francesa, 1999, 334p.

Park R. E., 1950, Race and Culture, The Collected Papers of Robert Ezra Park, vol. 1, Glencoe (Illinois) : The Free Press, 403p.

Wacquant L. J. D. 1997, « Three pernicious premises in the study of the American ghetto », International Journal of Urban and Regional Research, vol. 21, n° 2, juin, pp. 341-353.